# Rapport d'Orientation Budgétaire

## 2025

vaulx en velin

MÉTROPOLE DE LYON

**Séance du 6 février 2025**

**Budget principal de la Ville et budgets annexes**
du Planétarium,
de la Maison des fêtes et des familles
et de l'Atelier Léonard-de-Vinci

**Introduction** — **3**

**1. Le contexte économique** — **4**
1.1. La croissance mondiale et française 4
1.2. Les dispositions des lois de finances relatives aux collectivités locales 10

**2. La stratégie financière de la Ville** — **15**
2.1. Analyse rétrospective 15
2.2. Éléments de prospective financière 19
2.3. La programmation pluriannuelle des investissements 21
2.4. Équilibre du budget 2025 23

**3. Évolution de la dette de la Ville** — **23**

**4. Les données du personnel** — **25**
4.1. Éxécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail 25
4.2. Bilan en terme d'égalité hommes – femmes 31
4.3. La politique de formation des agen ts 33

**5. Les budgets annexes** — **35**
5.1. Le Planétarium 35
5.2. La Maison des fêtes et des familles 35
5.3. L'Atelier Léonard-de-Vinci – Médiathèque / Maison de quartier 35

# Introduction

L'article L2312-1 du code général des collectivités locales (CGCT) prévoit la présentation au conseil municipal d'un rapport sur les orientations budgétaires donnant lieu à débat dont il est pris acte par une délibération spécifique. Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est la première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales. Il permet à l'assemblée délibérante de prendre connaissance et de débattre de la situation financière de la commune dans le contexte général des finances locales et de son évolution dans une perspective pluriannuelle, et ainsi d'éclairer les choix budgétaires à venir.

Le rapport doit comprendre :

- les orientations budgétaires portant sur les évolutions prévisionnelles de recettes et de dépenses, en fonctionnement comme en investissement,
- la présentation des engagements pluriannuels en matière de programmation,
- des informations relatives à la structure et la gestion de la dette,
- des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel, dont les éléments de rémunération, et à la durée effective du travail.

L'année 2024 traduit l'effort engagé depuis plusieurs années pour doter la ville de Vaulx-en-Velin d'une trajectoire permettant l'accomplissement des projets structurants utiles aux habitants. C'est en ce sens que les décisions prises tendent à absorber les inflations constantes, dans de nombreux domaines, tout en dégageant des épargnes positives nécessaires au financement d'équipements et d'espaces publics, et en soutien à la vie associative et sportive.

L'exercice budgétaire 2024 est également celui de l'inauguration de la piscine Jean Gelet. Enfin, la construction de l'école Odette Cartailhac, qui sera livrée pour la rentrée scolaire 2025, a connu une deuxième année d'intensification, ressentie dans le budget et traduisant une dynamique positive d'exécution de la Programmation Pluriannuelle des Investissements.

De manière plus globale, malgré les incertitudes budgétaires pesant sur la Ville du fait d'une instabilité gouvernementale, la commune engage pour 2025 une action volontariste portée vers une reconnaissance des agents du service public. Cette action se traduit tout particulièrement par la mise en place du RIFSEEP, avec une augmentation pour chaque agent. La poursuite de la stratégie d'investissement liée au développement et au renouvellement de la ville, et le maintien de l'ambition en matière de politiques publiques seront effectives en 2025 et nécessiteront un équilibre stable pour la soutenabilité des budgets à venir, c'est en ce sens que le budget 2025 est travaillé.

Pour mieux appréhender les questions budgétaires communales, il vous est proposé d'aborder les données économiques du contexte national et local ainsi que les principales actualités gouvernementales ayant un impact sur le budget de la Ville (1), la stratégie financière (2) et un focus sur la dette (3). Les données relatives au personnel seront également présentées (4) ainsi qu'un éclairage concernant les budgets annexes (5).

# 1. Le contexte économique

## 1.1. La croissance mondiale et française

***• L'activité économique mondiale en proie à un ralentissement généralisé***

D'après les dernières perspectives du Fonds monétaire international (FMI), la croissance mondiale se maintiendrait à 3,2 % en 2024 et 2025, soit le même rythme qu'en 2023. La légère accélération dans les pays occidentaux (où la croissance devrait passer de 1,6 % en 2023 à 1,7 % en 2024 et à 1,8 % en 2025) sera neutralisée par une légère décélération dans les pays émergents et les pays en voie de développement (4,3 % en 2023 à 4,2 % en 2024 et 2025).

*Source : Fonds Monétaire International – juillet 2024*

Pour le FMI, l'économie fait preuve d'une « résilience étonnante » face aux nombreux chocs qui secouent la planète, comme la guerre d'invasion russe en Ukraine, l'accentuation des tensions géopolitiques ou encore la hausse des taux d'intérêt. L'économie mondiale se maintient mais la croissance reste toutefois inférieure à la tendance historique de 3,8 % observée entre 2000 et 2019.

Cependant, les dynamiques régionales sont très différentes.
Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre à la hausse avec une croissance proche de 3 %, tandis que la zone Euro peine à se redresser avec une croissance inférieure à 1 % en 2024, avec une économie allemande toujours à l'arrêt.

La Chine ralentit également avec une croissance inférieure à 5 %, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie. La plupart des banques centrales (BCE, Fed, BoE, BNS, BoK, Riksbank, etc...) ont commencé à desserrer l'étau du crédit sur fond de nette décélération de l'inflation en 2024, et ce mouvement se poursuivrait :
- La Banque Centrale Européenne a abaissé ses taux directeurs de 75 points de base (pb) à 3,25 % pour le taux de dépôt, et ce mouvement se poursuivrait avec une nouvelle baisse de 25 pbs attendue en décembre et un taux terminal prévu à 2,0 % en juin 2025.
- La Fed a entamé son cycle d'assouplissement en abaissant son objectif de taux de 50 pbs en septembre et ce mouvement baissier se poursuivrait.

L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Proche et Moyen-Orients en sont l'illustration.

L'élection de Donald Trump aux Etats-Unis fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers.

En Europe, la France a un gouvernement qui dispose d'une majorité relative, et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilité, conduisant à des élections législatives anticipées en février 2025.

### • *Zone Euro : l'activité a fait mieux que prévu au 3e trimestre*

L'activité a progressé de +0,4 % T/T au T3 en zone Euro, après +0,2 % au T2, une hausse supérieure aux attentes du consensus des économistes. La dynamique de la croissance est toutefois très hétérogène : L'Espagne continue de surperformer avec +0,8 % T/T de croissance et l'activité a accéléré en France à +0,4 % T/T, soutenue par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.

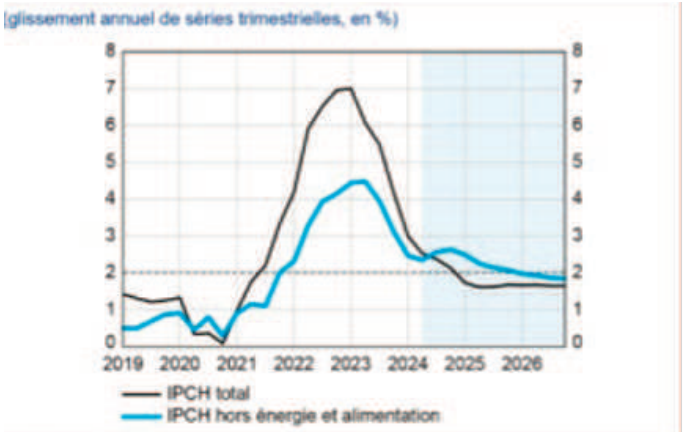
L'économie allemande a échappé à la récession technique, avec une croissance de +0,2 % T/T, tandis que l'Italie a calé, avec une croissance nulle au T3.

### • *Inflation : une inflation probable de 1,8 % en 2025 après 2,3 % en 2024*

L'inflation a rebondi en octobre en zone Euro, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %. Le niveau de l'inflation continuera de diminuer en 2025, notamment au premier semestre, en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente. L'élection de D. Trump fait peser un risque de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes. Selon les estimations, une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an et de -1 % après trois ans.

### • *France : retour à la réalité après « l'effet Jeux Olympiques »*

L'activité a progressé de +0,4 % T/T au 3ème trimestre. La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris, les ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle étant comptabilisées au 3ème trimestre. Pour l'année 2025, la prévision de croissance pâtit d'une impulsion budgétaire négative avec un effort d'environ 50 milliards € annoncé par le gouvernement de François Bayrou, à la suite du discours de politique générale du 14 janvier 2025. En moyenne annuelle, l'inflation est prévue à 1,7 % en 2025. L'inflation (IPCH) française est ressortie en légère hausse en octobre, à 1,5 % en glissement annuel, après 1,4 % en septembre.




Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.
Sources : Insee jusqu'au premier trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

L'inflation des services continue de baisser et l'inflation énergétique évolue désormais en territoire négatif en rythme annualisé. L'inflation des produits alimentaires et manufacturés se stabilise en rythme annualisé.

### • *France : nouveau dérapage du déficit public en 2024*

En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022 et contre 4,4 % attendus dans le projet de loi de finances.

Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs :

- une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid ;
- la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards € ;
- et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.

En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF et 5,5 % dans le Programme de stabilité), ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le gouvernement, ce qui est inhabituel en dehors des périodes de crise.

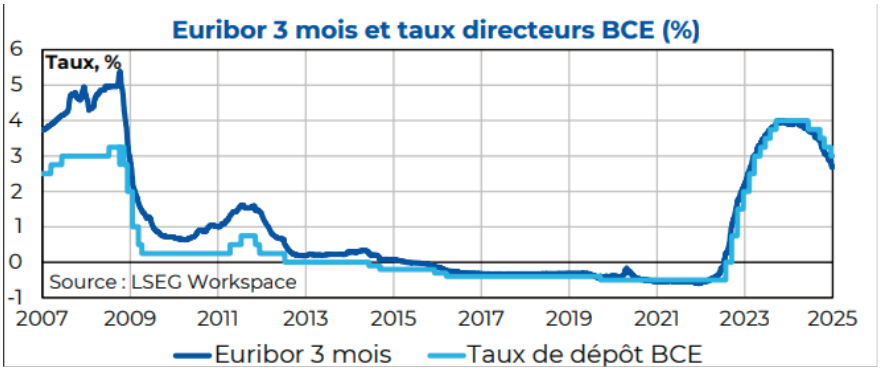
Le gouvernement vise un effort de redressement budgétaire de 50 milliards € en 2025 pour diminuer le déficit public, mêlant hausse d'impôts et réduction de dépenses, et le ramener vers 5,4 %, contre 5,1 % prévus au programme de stabilité.

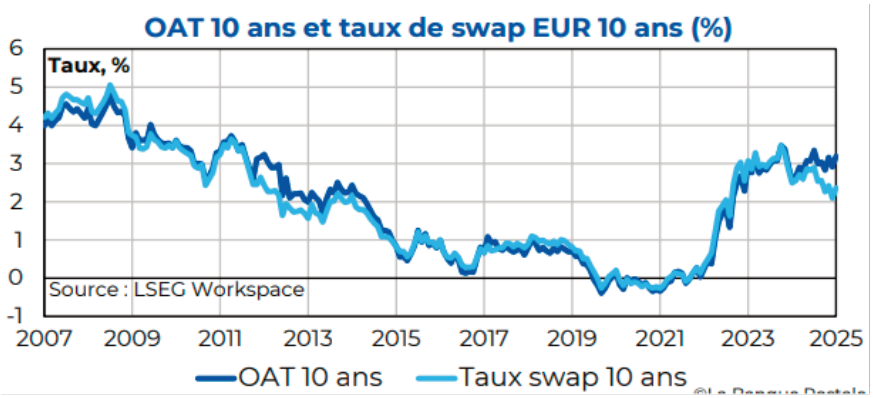
### • *Une inflation qui résiste encore, influant les taux bancaires*

L'épisode inflationniste observé à partir de 2022 a amené la BCE à fortement remonter ses taux directeurs afin de juguler la hausse des prix en zone euro : L'inflation a toutefois nettement diminué en zone euro depuis 2023, revenant progressivement vers la cible de 2 % et la BCE anticipe une inflation à 2,1 % en moyenne en 2025.

Cette maîtrise de l'inflation a permis à la BCE d'entamer son cycle de baisse des taux directeurs depuis juin 2024. Cette baisse des taux « courts » ne s'est pas complètement traduite dans la partie longue des taux en zone euro : tout d'abord, le taux souverain à 10 ans de l'Allemagne (Bund) est resté quasi-stable, passant de 2,5 % en mai 2024 à 2,2 % en fin d'année (-30 pb), soutenu notamment par la résilience des taux aux États-Unis.

Par ailleurs, le contexte français est particulier : avec l'instabilité politique qui a suivi la dissolution de l'Assemblée nationale et la dégradation des finances publiques, la prime de risque de la France s'est tendue depuis juin.



### • *Chômage*

Au troisième trimestre 2024, en France (hors Mayotte), le taux de chômage atteint 7,4 % de la population active.

Depuis 2009, le taux de chômage des femmes est très proche de celui des hommes. Avant la crise économique de 2008-2009, il lui était nettement supérieur.

Le taux de chômage des jeunes atteint 19,7 % au 3e trimestre 2024, chez les 15-24 ans, contre 6,6 % chez les 25-49 ans et 4,7 % chez les 50 ans ou plus. Le taux de chômage est calculé au sein des seuls actifs ; or, avant 25 ans, la plupart des jeunes sont encore en études et peu sont donc actifs. Le taux de chômage des jeunes est aussi plus sensible aux retournements conjoncturels.

Pour rappel en 2023, le taux de chômage atteint 13,3 % pour les actifs ayant au plus le brevet des collèges, contre 5,0 % pour ceux diplômés du supérieur. Il se situe à un niveau intermédiaire pour les titulaires d'un BEP ou CAP ou du baccalauréat. Pour tous les niveaux de diplômes, plus le temps depuis la sortie de formation initiale est grand plus le taux de chômage est bas.

Le taux de chômage est très hétérogène selon les catégories socioprofessionnelles : en 2023, celui des ouvriers est presque 3 fois supérieur à celui des cadres.

En moyenne en 2023, 2,3 millions de personnes sont au chômage et 2,0 millions souhaitent travailler, sans pour autant être au chômage au sens du BIT. Elles forment le « halo » autour du chômage.

### • *Le contexte économique local*

En cumul entre janvier et septembre 2024, le chiffre d'affaires des entreprises privées de la région Auvergne-Rhône-Alpes a atteint près de 424 600 millions d'euros. Il augmente de 0,2 % sur un an (+0,3 % au niveau national).

Au 3e trimestre 2024, les créations d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes sont en baisse (-1,8 % sur un trimestre ; -3,3 % au niveau national). Dans la région, on en dénombre environ 32 600. Elles sont en baisse tant pour les micro-entreprises (-2,6 %) que pour les entreprises ne relevant pas de ce régime (- 0,2 %). Sur un trimestre, les créations d'entreprises sont en baisse dans l'industrie (-3,3 %), dans la construction (-9,9 %), dans les services (-3,4 %) mais augmentent dans le regroupement des activités « commerce, transports, hébergement et restauration » (+5,4 %). Sur un an, les créations d'entreprises sont en hausse de 5,7 % dans la région (+ 0,2 % au niveau national).

**Chiffre d'affaires et investissement des entreprises privées**

| | | Montant 2023 (en M€) | Montant 2024 (en M€) | Evolution annuelle |
|---|---|---|---|---|
| **Chiffre d'affaires :** | | | | |
| **Total Auvergne Rhône-Alpes** | | **423 632** | **424 594** | **0,2%** |
| Dont : | Industrie manufacturière | 104 676 | 102 896 | -1,7% |
| | Construction | 38 181 | 37 402 | -2,0% |
| | Commerce | 135 113 | 132 371 | -2,0% |
| | Activités financières | 19 022 | 24 042 | 26,4% |
| | Transports et entreposages | 18 868 | 19 321 | 2,4% |
| | Hébergement et restauration | 10 850 | 11 192 | 3,2% |
| **Total France** | | **4 905 735** | **4 921 302** | **0,3%** |
| **Investissement :** | | | | |
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | | **3 125** | **3 128** | **0,1%** |
| **France** | | **38 674** | **39 158** | **1,3%** |

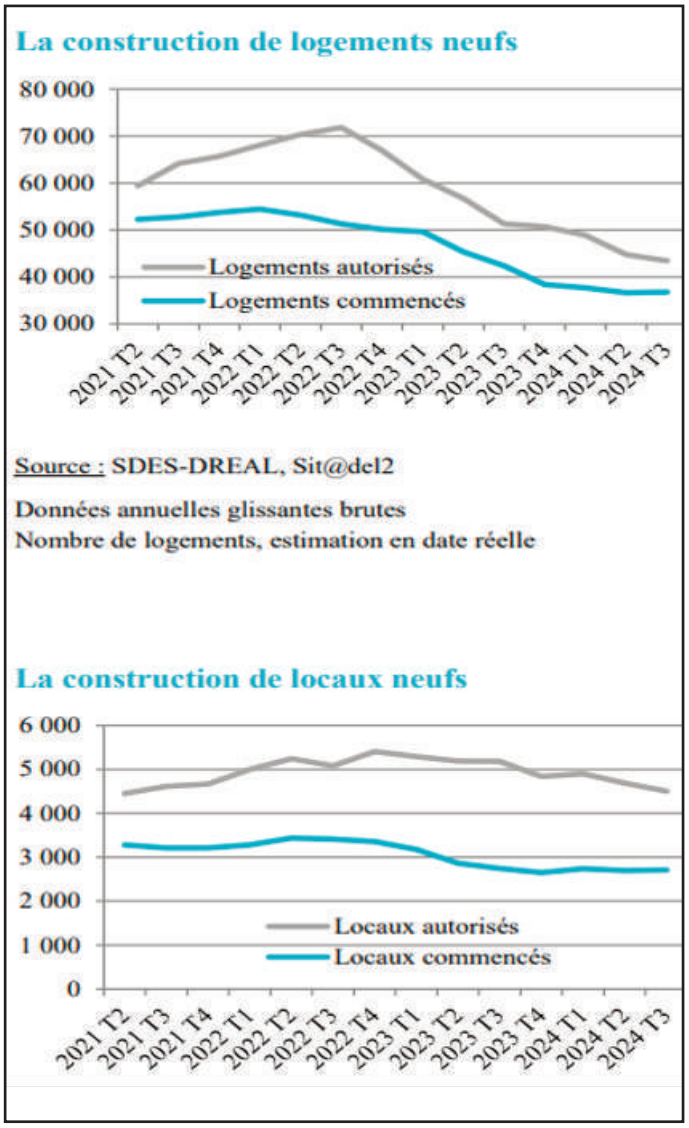
Source : DGFiP

Données cumulées du 1er janvier au 30 septembre

### *• Baisse des autorisations de logements neufs et des mises en chantiers*

Entre début octobre 2023 et fin septembre 2024, 43 450 logements ont été autorisés à la construction, soit une baisse de 16,7 % par rapport à l'année précédente (-9,8 % au niveau national).

Les mises en chantier diminuent dans tous les départements à l'exception du Puy de Dôme (+6,1 %) et du Rhône (+3,5 %). Concernant les locaux neufs, les autorisations de construire représentent environ 4,5 millions de m² entre début octobre 2023 et fin septembre 2024, soit une baisse de 13,1 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de locaux commencés diminue de 1,4 % sur un an. Il atteint 2,7 millions de m² sur la période.



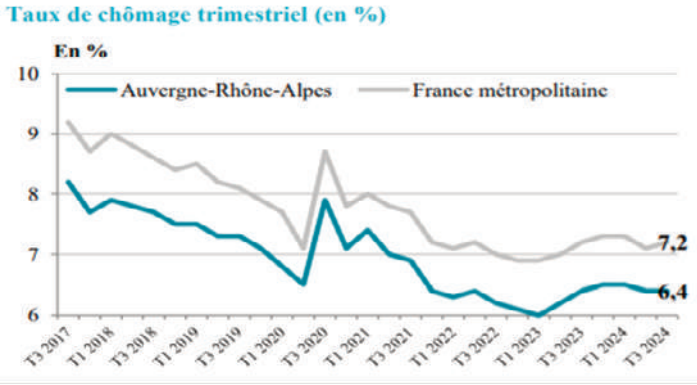
© Laurent Cérino

### • *Légère hausse de l'emploi salarié au 3e trimestre 2024*

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié est en légère hausse au 3ème trimestre 2024. Il augmente de 0,1 % (+ 4 500 emplois) au niveau régional (+0,3 % au niveau national hors Mayotte). La région comptabilise environ 3 267 300 salariés. L'emploi salarié hors intérim augmente de 6 800 emplois. L'emploi intérimaire diminue d'environ 2 300 unités sur un trimestre (-2,2 %). L'emploi salarié progresse de 0,6 % dans le secteur public et stagne dans le privé. Sur un an, la région gagne environ 8 800 emplois salariés (+ 0,3 %, contre + 0,5 % au niveau national). L'emploi intérimaire baisse de près de 7,3 %.

### • *Le taux de chômage dans la région est stable au 3ème trimestre 2024*

Au 3ème trimestre 2024, le taux de chômage de la région Auvergne-Rhône-Alpes est stable, par rapport au trimestre précédent. Il s'établit à 6,4 %. Il reste inférieur de 0,8 point à celui de la France métropolitaine (7,2 % ; +0,1 point sur un trimestre). La région Auvergne-Rhône-Alpes se situe au 3ème rang des régions présentant les taux les plus faibles de France métropolitaine, derrière les régions Pays de-la-Loire et Bretagne (6 %). Sur un an, le taux de chômage est également stable dans la région et en France métropolitaine. Au niveau départemental, le taux de chômage s'échelonne de 4,3 % dans le Cantal à 8 % dans l'Allier. Sur un trimestre, il est stable dans l'Ain, en Ardèche, dans la Drôme et en Haute-Loire. Il augmente de 0,1 point dans les autres départements. Sur un an, le taux de chômage est stable dans l'Ain, le Cantal et le Puy de Dôme. Il recule de 0,3 point en Ardèche et de 0,1 point en Haute-Loire. Il augmente de 0,1 point en Isère, dans le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie et de 0,2 point dans la Loire.



© Laurent Cérino

## 1.2. Les dispositions des lois de finances relatives aux collectivités locales pour l'année 2025

### • *Contexte*

A la suite de la censure du gouvernement le 4 décembre 2024, la promulgation de la loi spéciale a eu lieu le 20 décembre 2024. Le décret n°2024-1253 portant sur la répartition des crédits relatifs aux services votés (art. 47 Constitution) a été promulgué le 30 décembre 2024, en vue d'assurer la continuité des services publics.
Le décret ouvre des crédits dans la limite des crédits inscrits en Loi de Finances pour 2024. Cette référence aux niveaux 2024 constitue une limite haute à ne pas dépasser mais les crédits ouverts peuvent être inférieurs.

Les crédits ouverts doivent permettre à minima le maintien des services publics dans les conditions approuvées par le Parlement pour 2024. La continuité des services publics se traduit notamment par le financement de la rémunération des agents publics, le fonctionnement courant des services et les dispositifs d'interventions obligatoires.

### • *La loi spéciale*

Devant l'impossibilité de voter un budget avant le 1er janvier 2025, le Gouvernement a présenté un projet de loi spéciale visant à assurer la continuité de la vie nationale et le fonctionnement régulier des services publics en 2025, dans l'attente de l'adoption de la Loi de Finances de l'année.

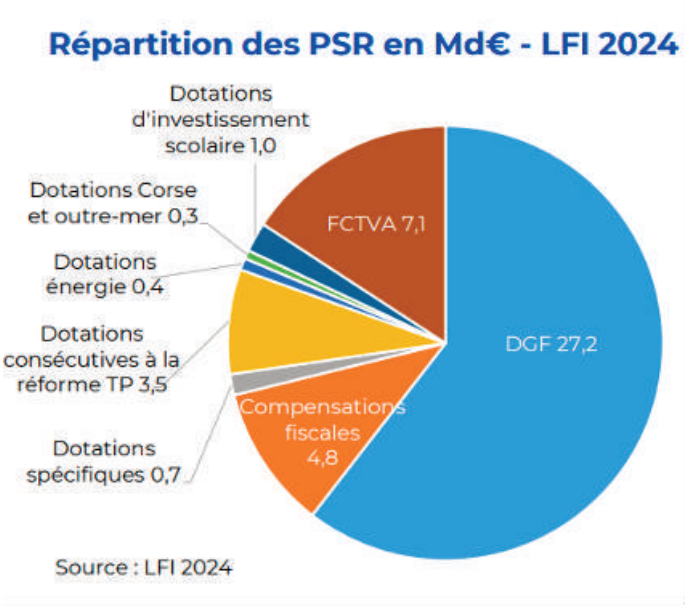
Cette loi, qui ne remplace pas le budget, permet de gérer une situation provisoire jusqu'à l'adoption de la Loi de Finances en 2025. Son périmètre est strictement circonscrit : elle autorisera la perception des impôts et des ressources publiques nécessaires au financement des dépenses publiques essentielles.

L'article premier du projet de loi spéciale autorise l'État à percevoir les impôts existants. Cette mesure garantit le financement de l'État, des collectivités territoriales et des organismes publics. Elle permet également le prélèvement des recettes destinées aux collectivités territoriales (PSR-CT) et à l'Union européenne (PSR-UE).

Les deuxième et troisième articles autorisent l'État et des organismes de sécurité sociale à emprunter. Ces dispositions permettent de sécuriser les opérations de financement nécessaires pour assurer la continuité de la vie nationale jusqu'à l'adoption de la Loi de Finances et de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025.

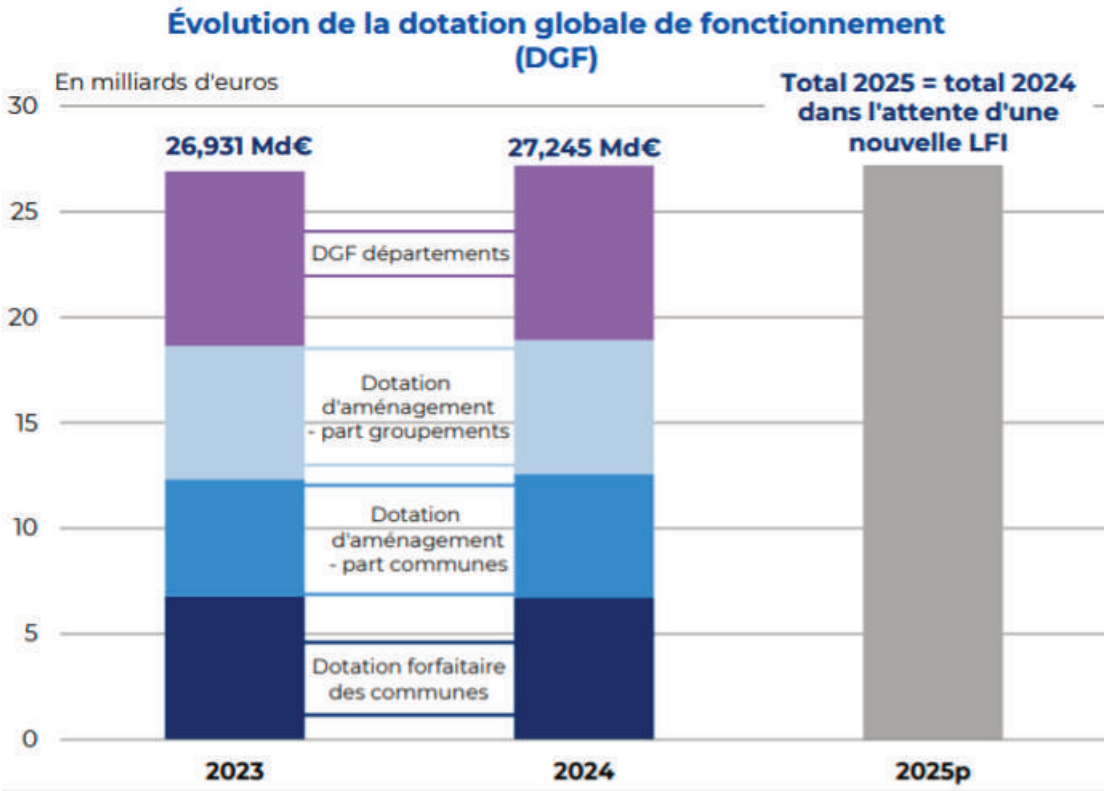
### • *Ce que prévoient la loi spéciale et le décret*

Les prélèvements sur les recettes :
Dans l'attente d'une nouvelle loi de finances, les prélèvements sur les recettes sont reconduits dans les mêmes conditions que celles de la Loi de Finances2024 :



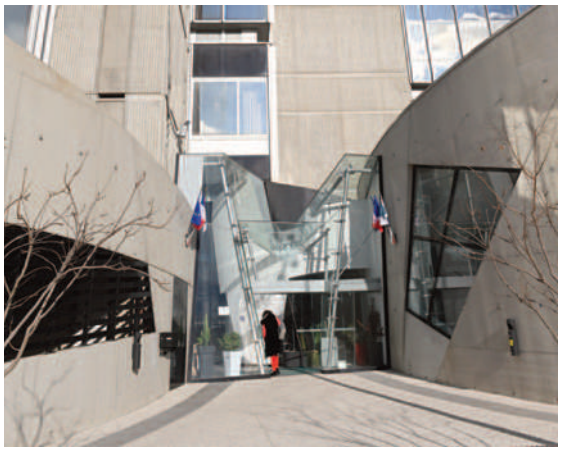
La dotation globale de fonctionnement :

Le PLF 2025, en octobre dernier, prévoyait à la fois une stabilisation du montant global et une augmentation de la péréquation à hauteur de 290 M€.




Les dispositions législatives existantes auront, sauf modification, des effets automatiques :

- La dotation forfaitaire de chaque commune évoluera, hors écrêtement, en fonction de sa population DGF (coût estimé : 25,6 M€) ;
- L'augmentation du nombre de communes d'au moins 5 000 habitants devrait rendre éligibles à la DSU 10 communes supplémentaires (coût estimé : 4,8 M€) ;
- La dotation d'intercommunalité augmentera de 90 M€ ;
- Les communes classées en Zone France ruralité revitalisation bénéficieront d'une surpondération pour le calcul des fractions « bourgs centres » et « péréquation » de la DSR ;
- La plupart des évolutions individuelles d'une année sur l'autre sont encadrées ;
- La DGF des départements sera identique à celle de 2024.



© Laurent Cérino

Les dotations budgétaires :

Répartition des dotations budgétaires prévue au PLF 2025 :

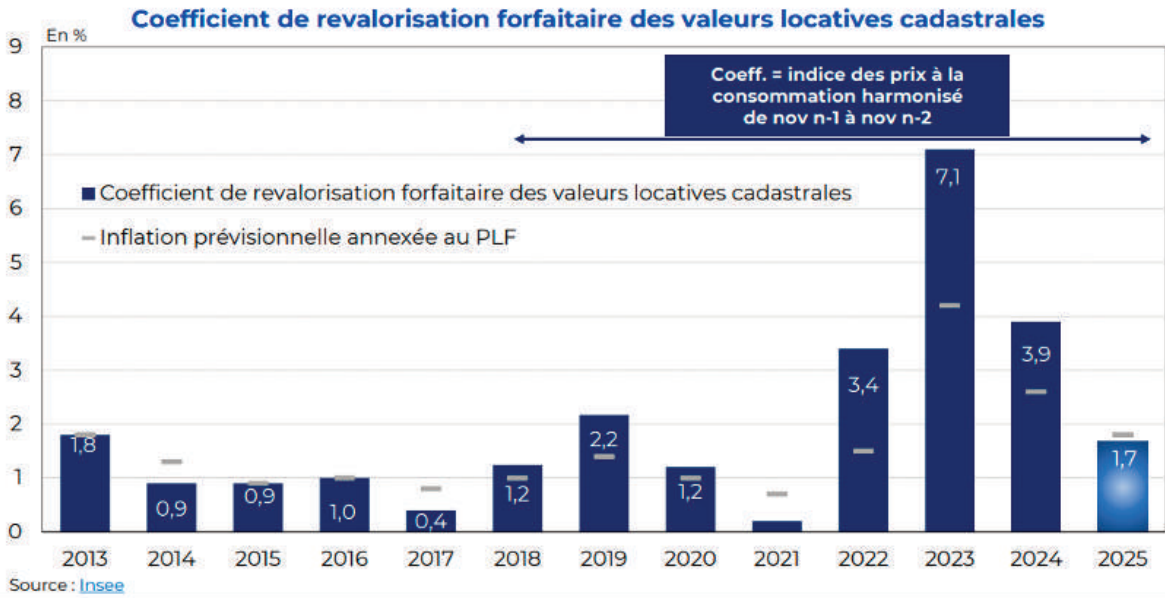
| Programme | Dotation (en M€) | Autorisations d'engagement (et évolution par rapport à la LFI 2024) - PLF 2025 | Crédits de paiement (et évolution par rapport à la LFI 2024) - PLF 2025 | Services votés ouverts par décret - Crédits de paiement |
|---|---|---|---|---|
| **119 (Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements)** | **Total** *Dont :* | **3 799,2 (+1,0)** | **3 746,2 (+34,4)** | **3 711,8** |
| | *DETR* | *1 046,0 (-)* | *924,2 (+8,5)* | |
| | *DSIL* | *570,0 (-)* | *531,7 (-17,7)* | |
| | *DSIL exceptionnelle* | *0,0 (-)* | *114,4 (+3,5)* | |
| | *DPV* | *150,0 (-)* | *130,1 (+2,3)* | |
| | *DSID* | *211,9 (-)* | *167,7 (+12,8)* | |
| | *DGD* | *1 617,1 (+1,0)* | *1 617,1 (+1,0)* | |
| | *Titres sécurisés* | *100,0 (-)* | *100,0 (-)* | |
| | *Aménités rurales* | *100,0 (-)* | *100,0 (-)* | |
| **380 (Fonds d'accélération de la transition écologique)** | Fonds vert | 1 000,0 (-1 499,0) | 1 142,9 (+18,9) | **1 124,0** |

En principe, aucun versement de dotation budgétaire n'est à prévoir tant qu'une Loi de Finances n'est pas votée, sauf si la législation existante permet au moins en partie le calcul d'attributions individuelles (cf. tableau ci-dessus) ou pour couvrir les engagements antérieurs de l'État.

Certains versements pourraient tout de même être réalisés :

- Pour le programme 119 relatif aux Concours financiers aux collectivités territoriales et leurs groupements, il est prévu 1,73 Md€ à verser en 2025 au titre des CP demandés sur les AE antérieures à 2025.

- Pour le programme 380 relatif au Fonds d'accélération de la Transition écologique « Fonds Vert », il est prévu 1,06 Md€ à verser en 2025 au titre des CP demandés sur les AE antérieures à 2025.



Source : Insee

***• Ce qui est acté par ailleurs :***

Revalorisations forfaitaires des valeurs locatives cadastrales :

Les années de 2021 à 2023 ont connu une inflation élevée, ce qui explique que les années les succédant l'IPCH et donc le coefficient de revalorisation des bases foncières augmentent considérablement. Pour l'année 2025, se basant sur l'IPCH 2024, le coefficient sera donc moins élevé que les autres années, impliquant une baisse de l'évolution de la taxe foncière.

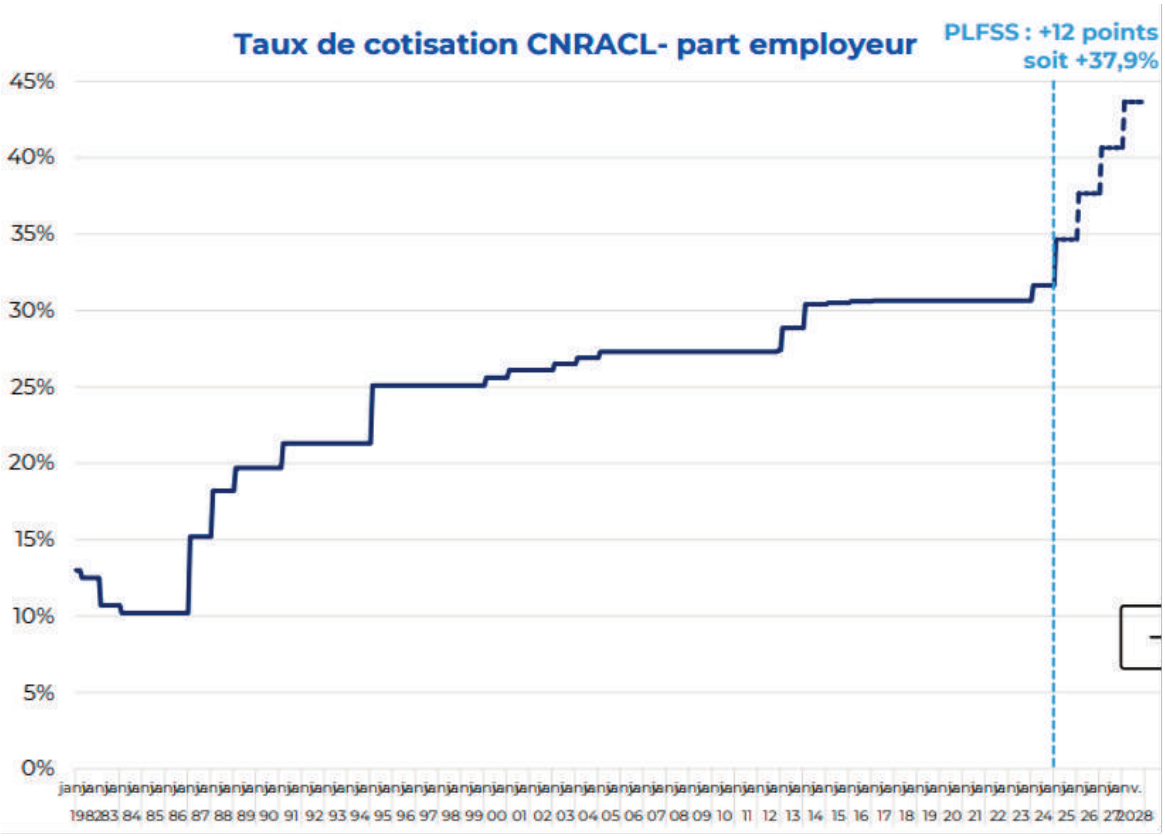
Taux de cotisation à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales

Le PLFSS pour 2025, rejeté du fait de l'adoption par l'Assemblée nationale le 4 décembre 2024 d'une motion de censure, incluait les conséquences d'une augmentation progressive du taux de cotisation à la CNRACL (cf. graphique à gauche). Mais une telle augmentation ne relève que d'un décret dont un projet, soumis en décembre 2024 au Conseil National d'Évaluation des Normes (CNEN) et au Conseil des Finances Locales (CFL), a reçu un avis défavorable des élus locaux. Ces avis n'étant que consultatifs, un décret entérinant cette hausse pourrait être pris courant janvier. Une interrogation demeure cependant sur le rythme de progression.

Le taux de cotisation d'assurance maladie des agents affiliés à la CNRACL est fixé au 1er janvier 2025, comme en 2023, à 9,88 % après 8,88 % en 2024. La baisse de 2024 visant à compenser la hausse simultanée d'un point de la cotisation employeur CNRACL est donc annulée.

Effet de la fraction de correction du potentiel fiscal et du potentiel financier et de l'effort fiscal

Les Lois de Finances pour 2021 et 2022 ont prévu l'intégration progressive, dans le calcul des indicateurs financiers, des conséquences des réformes fiscales (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réduction des bases des locaux industriels) de la prise en compte de nouvelles ressources pour le calcul du potentiel fiscal, et au contraire de la réduction des recettes prises en compte pour le calcul de l'effort fiscal) via la création de fractions de correction.



Ces fractions devaient être prises en compte à hauteur de : 90 % en 2023, 80 % en 2024, 60 % en 2025, 40 % en 2026, 20 % en 2027, avec prise en compte intégrale du nouveau mode de calcul en 2028.

Si ces taux ont bien été appliqués pour le calcul du potentiel fiscal et financier des communes et ensembles intercommunaux, comme de l'effort fiscal de ces derniers, ils ont été modifiés pour l'effort fiscal des communes : les fractions de correction ont été prises en compte à hauteur de 100 % en 2023 et de 90 % en 2024 ; elles devraient l'être à hauteur de 60 % en 2025, 40 % en 2026, 20 % en 2027, avec prise en compte intégrale du nouveau mode de calcul en 2028.

Fixation des montants de l'imposition forfaitaire sur les pylônes :

Les montants de l'imposition forfaitaire annuelle sur les pylônes (IFP) sont révisés chaque année proportionnellement à la variation du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) constatée au niveau national. Ainsi, les montants au titre de 2025 correspondent à ceux appliqués au titre de 2024 multipliés par 1,0523419 (coefficient de variation entre 2023 et 2024). En 2025, les montants sont donc de 3 235 € pour les pylônes supportant des lignes électriques dont la tension est comprise entre 200 et 350 kilovolts et de 6 461 € pour les plus de 350 kilovolts (bofip.impots.gouv.fr).

Mise à jour des tarifs d'IFER :

Chaque année les tarifs des différentes composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux sont revalorisés par le taux prévisionnel de l'inflation hors tabac (IPCHT) associé au PLF de l'année. Dans le rapport économique, social et financier annexé au PLF du 10/10/2024, la prévision d'IPCHT pour 2025 est de +1,8 %.

Mise à jour de la valeur forfaitaire de la taxe d'aménagement :

La taxe d'aménagement est calculée en multipliant la surface taxable par une valeur forfaitaire par m$^2$ puis par le taux voté par la collectivité. Sur notre territoire, la taxe d'aménagement est perçue par la Métropole de Lyon. La valeur forfaitaire par m$^2$ est actualisée chaque année en fonction de l'indice du coût de la construction (ICC) au 3ème trimestre de l'année n-1. Au T3 2024 l'ICC est de 2 143, soit une hausse de 1,76 % par rapport à l'ICC au T3 2023. En conséquence la valeur forfaitaire serait (dans l'attente de la parution du décret officiel) de 1 054 € en Île-de-France et 930 € ailleurs.

© Thierry Fournier

## 2. La stratégie financière de la Ville

### 2.1. Analyse rétrospective

Cette section revient sur la période 2017 - 2023.

L'épargne brute est l'un des indicateurs les plus pertinents pour apprécier la santé financière de la collectivité. Il correspond à la différence entre le total des produits de fonctionnement réels et le total des charges de fonctionnement réelles.

Le taux d'épargne brute est déterminé par le rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement, il indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette. Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Le seuil d'alerte se situe en dessous des 7%.

L'épargne nette est calculée à partir de l'épargne brute, après déduction des remboursements de dette.

#### *• Une amélioration de la situation financière globale*

Sans accroissement des taux d'imposition communaux, une remontée significative des marges primaires de fonctionnement s'explique par l'effort de maîtrise avec une faible progression annuelle moyenne des charges de fonctionnement depuis 2017, inférieure à celle des produits.

Une amélioration de l'indicateur de solvabilité (délai de désendettement) est ainsi constatée malgré la relative stabilité du stock de dette entre le début et la fin de période, liée à l'augmentation de l'épargne brute.

La Ville se rapproche des ratios structurels moyens en ce qui concerne les soldes primaires, pas encore en ce qui concerne le niveau d'épargne nette.

L'investissement moyen annuel réalisé atteint 18,5 M€, financé par d'importantes subventions (30% en moyenne).

#### *• La chaine d'épargne*

La tendance observée depuis 2017 est celle de l'amélioration des marges d'épargne :

L'excédent brut courant a doublé entre 2017 et 2023, passant de 7,3 M€ en 2017 à 14,1 M€ en 2023, sous l'effet d'une progression annuelle moyenne des charges de fonctionnement courant nettement plus faible que celle des produits de fonctionnement courant (respectivement 849 K€ par an et 1 978 K€ par an).

| k€ | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Evol° 2017-2023 | Evol° annuelle moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits de fct. courant | 77 038 | 79 242 | 80 970 | 79 801 | 84 307 | 86 425 | 88 909 | 11 870 | 1 978 |
| - Charges de fct. courant | 69 700 | 70 222 | 71 311 | 72 749 | 73 335 | 74 931 | 74 797 | 5 097 | 849 |
| **= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)** | **7 338** | **9 020** | **9 659** | **7 051** | **10 972** | **11 494** | **14 112** | **6 773** | **1 129** |
| **+ Solde exceptionnel large** | **102** | **104** | **451** | **316** | **229** | **786** | **- 527** | **- 628** | **- 105** |
| = Produits exceptionnels larges* | 248 | 223 | 379 | 367 | 408 | 929 | 167 | - 81 | - 14 |
| - Charges exceptionnelles larges* | 147 | 119 | - 72 | 51 | 179 | 143 | 694 | 547 | 91 |
| **= EPARGNE DE GESTION (EG)** | **7 440** | **9 124** | **10 111** | **7 367** | **11 201** | **12 280** | **13 585** | **6 145** | **1 024** |
| - Intérêts | 1 305 | 1 649 | 1 622 | 1 367 | 1 277 | 1 252 | 1 480 | 174 | 29 |
| **= EPARGNE BRUTE (EB)** | **6 135** | **7 475** | **8 489** | **6 000** | **9 924** | **11 028** | **12 105** | **5 971** | **995** |
| - Capital | 4 743 | 5 940 | 6 395 | 6 451 | 6 744 | 7 162 | 7 287 | 2 544 | 424 |
| **= EPARGNE NETTE (EN)** | **1 392** | **1 535** | **2 094** | **- 451** | **3 180** | **3 866** | **4 818** | **3 427** | **571** |

** y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)*

Si, dans le même temps, l'annuité de dette (intérêts + capital) a progressé, passant de 6,0 M€ en 2017 à 8,8 M€, la progression du solde primaire de fonctionnement fut suffisamment importante pour permettre à l'épargne nette de progresser également, passant de 1,3 M€ à 4,8 M€.

### • *Le financement de l'investissement*

Les dépenses d'investissement réalisées de 2017 à 2023 s'élèvent au total à 130 M€, soit un investissement annuel moyen de 18,6 M€ (17,6 M€ par an en excluant l'année 2017), financé à hauteur de 44% par l'emprunt et à hauteur de 13% par l'épargne nette (sur la période puisqu'elle en représente 32% en 2023).

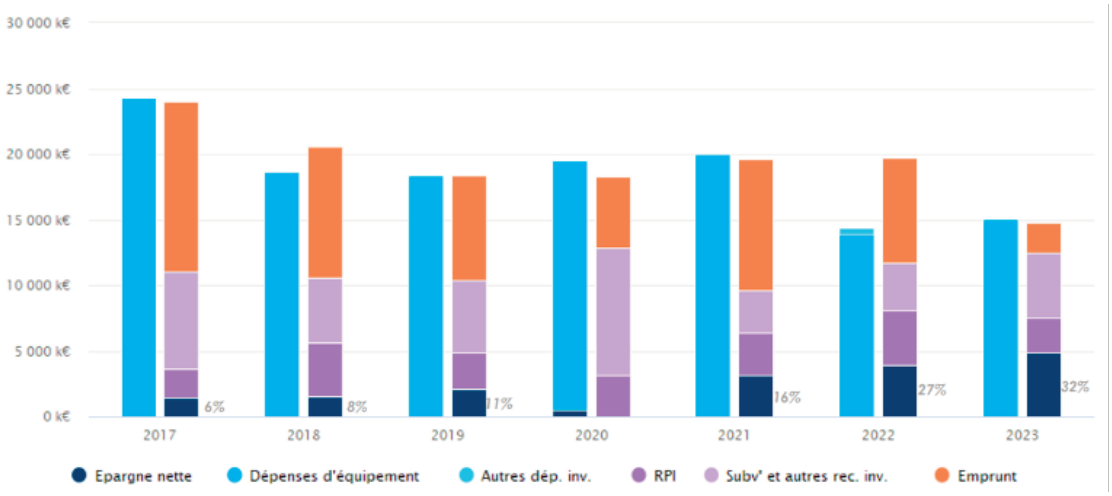
Le taux de subvention moyen des dépenses annuelles moyennes (30%) est élevé pour une commune de cette taille.

Fin 2023, la commune dispose d'un excédent global de clôture (EGC) de 9,5 M€, en partie utilisable pour financer les investissements à venir.

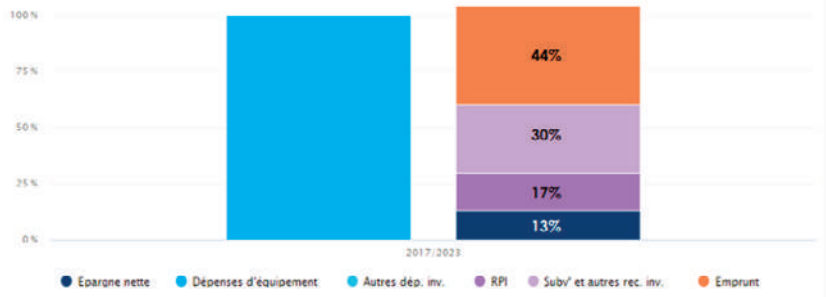
| k€ | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Total 2017-2023 | Moy. Annuelle | Sructure en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses d'investissement hors annuité en capital | 24 278 | 18 661 | 18 393 | 19 068 | 19 971 | 14 427 | 15 086 | 129 884 | 18 555 | 100% |
| Financement des investissements | 24 033 | 20 614 | 18 347 | 17 809 | 19 579 | 19 704 | 14 808 | 134 895 | 19 271 | 104% |
| Epargne nette | 1 392 | 1 535 | 2 094 | - 451 | 3 180 | 3 866 | 4 818 | 16 433 | 2 348 | 13% |
| Ressources propres d'investissem | 2 199 | 4 096 | 2 753 | 3 100 | 3 183 | 4 230 | 2 688 | 22 250 | 3 179 | 17% |
| FCTVA | 1 962 | 2 200 | 2 601 | 2 853 | 3 053 | 3 039 | 1 864 | 17 571 | 2 510 | 14% |
| Produits des cessions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 042 | 806 | 1 848 | 264 | 1% |
| Diverses RPI | 237 | 1 896 | 152 | 247 | 131 | 149 | 17 | 2 831 | 404 | 2% |
| Opération pour cpte de tiers (rec) | 6 | 0 | 1 | 9 | 5 | 0 | 0 | 21 | 3 | 0% |
| Subventions yc DETR / DSIL | 7 415 | 4 984 | 5 500 | 9 751 | 3 211 | 3 609 | 5 002 | 39 472 | 5 639 | 30% |
| Emprunt | 13 022 | 9 998 | 8 000 | 5 400 | 10 000 | 8 000 | 2 300 | 56 720 | 8 103 | 44% |
| Variation du résultat global de clôture | - 245 | 1 953 | - 46 | - 1 259 | - 392 | 5 277 | - 282 | | | |

| k€ | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Résultat global de clôture (RGC) | 4 154 | 6 117 | 6 071 | 4 894 | 4 462 | 9 779 | 9 498 |
| *(en jours de dépenses)* | *15* | *23* | *23* | *18* | *16* | *36* | *35* |

**Structure annuelle du financement de l'investissement (en K€)**




**Structure annuelle moyenne du financement de l'investissement 2017-2023 (en %)**



### • *Le délai de désendettement*

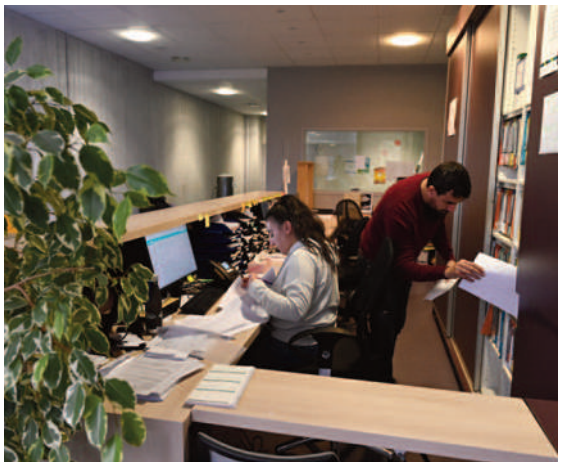
A la faveur de la progression de l'épargne brute, le délai de désendettement diminue significativement, passant en dessous de la barre des 7 ans en 2022 et atteignant 5,8 ans fin 2023.
La durée de la dette diminue également de près de 2 ans sur la période.

| k€ | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Encours corrigé au 31.12 | 66 317 | 70 173 | 71 740 | 70 803 | 74 091 | 74 943 | 69 956 |
| / Epargne brute | 6 135 | 7 475 | 8 489 | 6 000 | 9 924 | 11 028 | 12 105 |
| = Délai de désendettement en année | 10,8 | 9,4 | 8,5 | 11,8 | 7,5 | 6,8 | 5,8 |

### • *Les charges de fonctionnement*

L'évolution annuelle moyenne nominale des charges de fonctionnement courant strictes sur l'ensemble de la période est très modérée (+1,2% par an en moyenne).

En retraitant de l'inflation, qui progresse fortement en fin de période, on constate en réalité une diminution annuelle moyenne réelle (hors inflation) des charges de fonctionnement courant (-1,2% par an).



© Laurent Cérino

| Evolution nominale en % | Moy. | 2018/17 | 2019/18 | 2020/19 | 2021/20 | 2022/21 | 2023/22 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges fonctionnement courant strictes | 1,2% | 0,7% | 1,6% | 2,0% | 0,8% | 2,2% | -0,2% |
| Charges à caractère général (011) | -0,6% | 4,4% | -0,1% | -7,2% | 0,0% | 4,4% | -4,6% |
| Charges de personnel (012) | 1,4% | -0,5% | 1,7% | 5,3% | 0,7% | -0,3% | 1,8% |
| Autres charges de gestion courante (65) | 2,5% | 2,0% | 3,5% | -0,5% | 2,4% | 12,0% | -3,8% |
| **Charges fonctionnement courant** | **1,2%** | **0,7%** | **1,6%** | **2,0%** | **0,8%** | **2,2%** | **-0,2%** |
| Charges exceptionnelles larges * | 29,6% | -18,9% | -160,6% | -171,3% | 247,8% | -19,9% | 384,3% |
| **Charges fonctionnement hs intérêts** | **1,3%** | **0,7%** | **1,3%** | **2,2%** | **1,0%** | **2,1%** | **0,6%** |
| Intérêts | 2,1% | 26,3% | -1,6% | -15,7% | -6,6% | -2,0% | 18,2% |
| **Charges de fonctionnement** | **1,3%** | **1,2%** | **1,2%** | **1,8%** | **0,8%** | **2,1%** | **0,8%** |
| *Inflation budgétaire* | *2,38%* | *1,60%* | *0,90%* | *0,20%* | *1,60%* | *5,30%* | *4,80%* |
| *Evolution réelle des charges de fonctionnement (hors inflation)* | *Moy.* | *2018/17* | *2019/18* | *2020/19* | *2021/20* | *2022/21* | *2023/22* |
| ***Charges fonctionnement courant*** | ***-1,2%*** | ***-0,8%*** | ***0,6%*** | ***1,8%*** | ***-0,8%*** | ***-3,0%*** | ***-4,8%*** |
| ***Charges fonctionnement hs intérêts*** | ***-1,1%*** | ***-0,9%*** | ***0,4%*** | ***2,0%*** | ***-0,6%*** | ***-3,0%*** | ***-4,1%*** |
| **Charges de fonctionnement** | **-1,0%** | **-0,4%** | **0,3%** | **1,6%** | **-0,7%** | **-3,1%** | **-3,8%** |

### • *Les produits de fonctionnement*

L'évolution annuelle moyenne nominale des produits de fonctionnement courant sur l'ensemble de la période est positive et atteint 2,4% par an moyenne.

En retraitant de l'inflation, qui progresse fortement en fin de période, on constate en réalité une stabilité (hors inflation) des produits de fonctionnement courant (0% par an).

| Montants en K€ | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Evol° 2017-2023 | Evol° annuelle moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Produits fonctionnement courant stricts** | **76 560** | **78 930** | **80 521** | **79 065** | **83 796** | **85 692** | **88 103** | **11 543** | ***1 924*** |
| ***Impôts et taxes (73 sauf 731)*** | ***15 569*** | ***15 569*** | ***16 095*** | ***16 095*** | ***16 095*** | ***16 367*** | ***16 559*** | ***990*** | ***165*** |
| ***Fiscalité locale (731) + compensations fiscales*** | ***28 545*** | ***29 805*** | ***30 960*** | ***30 989*** | ***32 804*** | ***34 122*** | ***35 695*** | ***7 150*** | ***1 192*** |
| ***Dotations et participations hors comp° fiscales*** | ***28 924*** | ***29 531*** | ***29 205*** | ***29 269*** | ***31 608*** | ***31 708*** | ***31 982*** | ***3 058*** | ***510*** |
| ***Autres produits fonctionnement courant*** | ***3 523*** | ***4 025*** | ***4 219*** | ***2 712*** | ***3 289*** | ***3 495*** | ***3 902*** | ***379*** | ***63*** |
| Atténuations de charges | 478 | 312 | 448 | 736 | 511 | 733 | 480 | 2 | *0* |
| **Produits fonctionnement courant** | **77 038** | **79 242** | **80 970** | **79 801** | **84 307** | **86 425** | **88 583** | **11 544** | ***1 924*** |
| Produits exceptionnels larges * | 248 | 223 | 379 | 367 | 408 | 929 | 167 | - 81 | *- 14* |
| **Produits de fonctionnement** | **77 286** | **79 465** | **81 349** | **80 168** | **84 715** | **87 354** | **88 750** | **11 463** | ***1 911*** |

** y compris les produits financiers divers (76 - 762)*

| Evolution nominale en % | Moy. | 2018/17 | 2019/18 | 2020/19 | 2021/20 | 2022/21 | 2023/22 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Produits fonctionnement courant stricts** | **2,4%** | **3,1%** | **2,0%** | **-1,8%** | **6,0%** | **2,3%** | **2,8%** |
| ***Impôts et taxes (73 sauf 731)*** | ***1,0%*** | ***0,0%*** | ***3,4%*** | ***0,0%*** | ***0,0%*** | ***1,7%*** | ***1,2%*** |
| ***Fiscalité locale (731) + compensations fiscales*** | ***3,8%*** | ***4,4%*** | ***3,9%*** | ***0,1%*** | ***5,9%*** | ***4,0%*** | ***4,6%*** |
| ***Dotations et participations hors comp° fiscales*** | ***1,7%*** | ***2,1%*** | ***-1,1%*** | ***0,2%*** | ***8,0%*** | ***0,3%*** | ***0,9%*** |
| ***Autres produits fonctionnement courant*** | ***3,0%*** | ***14,3%*** | ***4,8%*** | ***-35,7%*** | ***21,3%*** | ***6,3%*** | ***20,5%*** |
| Atténuations de charges | 0,1% | -34,8% | 43,9% | 64,1% | -30,5% | 43,3% | -34,6% |
| **Produits fonctionnement courant** | **2,4%** | **2,9%** | **2,2%** | **-1,4%** | **5,6%** | **2,5%** | **2,9%** |
| Produits exceptionnels larges * | -6,4% | -10,1% | 70,1% | -3,2% | 11,1% | 127,7% | -82,0% |
| **Produits de fonctionnement** | **2,4%** | **2,8%** | **2,4%** | **-1,5%** | **5,7%** | **3,1%** | **2,0%** |
| *Inflation budgétaire* | *2,38%* | *1,60%* | *0,90%* | *0,20%* | *1,60%* | *5,30%* | *4,80%* |
| *Evolution réelle des produits de fonctionnement (hors inflation)* | *Moy.* | *2018/17* | *2019/18* | *2020/19* | *2021/20* | *2022/21* | *2023/22* |
| ***Produits fonctionnement courant*** | ***0,0%*** | ***1,2%*** | ***1,3%*** | ***-1,6%*** | ***4,0%*** | ***-2,6%*** | ***-1,8%*** |
| ***Produits exceptionnels larges **** | ***-8,6%*** | ***-11,5%*** | ***68,5%*** | ***-3,4%*** | ***9,4%*** | ***116,3%*** | ***-82,9%*** |
| ***Produits de fonctionnement*** | ***0,0%*** | ***1,2%*** | ***1,5%*** | ***-1,6%*** | ***4,0%*** | ***-2,1%*** | ***-2,7%*** |

### • *La fiscalité*

Les taux n'ont pas varié sur la période (en 2021, l'augmentation du taux de Taxe Foncière sur le Patrimoine Bâti (TFPB) traduit seulement le transfert du taux départemental en compensation de la TH sur les résidences principales).

En retraitant les bases de FB du montant des exonérations nouvelles des bases des établissements industriels en 2021, compensées par ailleurs, l'évolution physique (hors actualisation) annuelle moyenne des bases de FB s'établit à +0,5% par an.

## 2.2. Éléments de prospective financière

La prospective financière vise à anticiper, pour les prochaines années, les recettes et dépenses de la Ville, aux fins de piloter la réalisation des investissements tout en gardant la maîtrise de la situation financière de la Ville. L'enjeu est triple :

- Financer une programmation pluriannuelle des investissements ambitieuse, propre à répondre aux besoins en termes de service public, d'une population dont l'évolution est dynamique. C'est une PPI volontariste de 20M€ par an qui est de ce fait projetée,
- Absorber le coût en fonctionnement de ces nouveaux équipements,
- Dégager un niveau d'épargne suffisant pour limiter la progression de l'encours de dette, et conserver une situation financière soutenable.

Dans un contexte de dégradation conjoncturelle des conditions d'équilibre de la section de fonctionnement, plusieurs choix forts sont réaffirmés dans le cadre de la préparation budgétaire 2025 :

- Les services publics à destination de l'ensemble des Vaudais seront préservés
- Accessibilité du service public : les tarifs des services fondamentaux resteront inchangés, avec pour objectif de soutenir chaque habitant, en particulier les plus fragiles ; la ville s'engage à maintenir la tarification du service public de la restauration scolaire et des crèches : la hausse des coûts des matières premières et des fluides ne sera donc pas répercutée sur le prix du service public.
- Maintien des taux de fiscalité directe locale : conformément aux engagements pris, et en dépit des fortes augmentations de dépenses attendues, la Ville sonservera ses taux de fiscalité directe inchangés (la Ville n'a en revanche pas de compétence sur l'évolution des bases, fixée par l'État).

### *• L'équilibre financier en dépenses*

Les prévisions de dépenses de fonctionnement intègrent pour 2025 une progression moins forte des dépenses de fluides. Une augmentation de consommation de l'ordre de 8,2% est toutefois attendue en 2025 en raison de l'ouverture de la piscine Jean Gelet.

Les efforts initiés depuis plusieurs années portant sur l'évolution des dépenses de fonctionnement seront poursuivis, afin de ne pas obérer la capacité d'investissement de la Ville.

Ces efforts concerneront les fluides, conformément au Plan d'efficacité énergétique communiqué en décembre 2022. Ces mesures d'économies sont rendues possibles par le maintien des températures dans des normes annoncées dans le cadre du plan d'efficacité énergétique (bureaux, équipements sportifs). Ces mesures de maîtrise continueront à ne pas s'appliquer aux crèches, groupes scolaires ou équipements pour personnes âgées dans lesquels les températures n'ont pas été baissées. De plus, les mesures d'économies sur l'éclairage public sont liées à sa modernisation, les zones et périodes couvertes par l'éclairage public étant maintenues dans un souci de sécurité et d'égal accès aux espaces publics.

Au-delà des mesures d'économies sur les fluides, la prévision d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement devra se limiter à environ 81,4 M € au budget primitif 2025. Cette projection appelle, toutefois, à la prudence car, au cours de l'année 2025, les équilibres budgétaires pourront être appelés à évoluer sous l'impact de plusieurs éléments, à ce jour, incertains liés à la situation du PLF 2025, mais aussi sur l'ensemble des dépenses directes de la collectivité.

*• L'équilibre financier en recettes*

**Les hypothèses retenues pour le produit de fiscalité directe locale,** principale recette de la collectivité, s'évaluent à 36,11 M d'€. Elle concerne notamment la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties. Afin de compenser la perte de recettes de taxe d'habitation sur les résidences principales, la réforme de la fiscalité directe locale prévoit le transfert du foncier bâti départemental vers les communes, avec la mise en œuvre du mécanisme du coefficient correcteur (CoCo) visant à permettre la compensation à l'euro près pour les communes gagnantes ou perdantes.

La ville de Vaulx-en-Velin, comme l'ensemble des territoires urbains, étant spontanément perdante, du fait de la mise en œuvre de cette réforme, le CoCo aura pour effet de majorer le produit de foncier bâti perçu par la Ville. Le CoCo corrigé en décembre 2022 après rectification technique par l'Administration fiscale s'établit, à compter de 2022, à 1,23438. Il est maintenu tel quel pour 2025. Pour 2025, les hypothèses permettent d'anticiper un produit de fiscalité de 34 M€. Au-delà les hypothèses sont construites sur la base d'une évolution physique des bases prudente et en intégrant les perspectives nationales d'inflation.

**Les hypothèses relatives à l'attribution de compensation et à la dotation de solidarité communautaire (AC et DSC)**, dotations versées par la Métropole visant pour la première à neutraliser les transferts de charges et de produit entre les communes et la Métropole, et pour la seconde à redistribuer, initialement une part de la croissance de la taxe professionnelle (devenue contribution économique territoriale) aux communes membres, intègrent une stabilité de ces produits sur les années à venir. Pour 2025, l'attribution de compensation est envisagée à hauteur de 14,23 M€ et la dotation de solidarité communautaire progresserait se stabiliserait à 2, 321 M€.

**Pour ce qui concerne les dotations de l'Etat,** la prévision de recette de dotation forfaitaire intègrée pour 2025 est anticipée à hauteur de 4,5 M€, demeurant ainsi stable sous l'effet de la seule part dynamique population, et à l'exclusion de l'habituel écrêtement. La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU) enregistre des évolutions annuelles liées notamment à la majoration de l'enveloppe de DSU au niveau national. Toutefois, l'application de la loi spéciale implique de prévoir l'hypothèse d'une stagnation à 22,5M€.

© Laurent Cérino

**Les opérations d'investissement**

La prospective intègre le financement d'un programme d'équipements important, à hauteur de 20 M€ par an jusqu'au terme du mandat. L'objectif de la collectivité est de financer ces dépenses par de l'épargne brute qui pourrait être comprise entre 8 et 9 M€ par an, grâce à la mise en œuvre d'une stratégie de recherche active de financements sur la section de fonctionnement, au FCTVA et à la sollicitation des subventions d'investissement (ANRU, DSIL...), reposant sur un travail régulier avec nos partenaires institutionnels. Selon cette stratégie financière, la capacité de désendettement en fin de période s'établirait entre 6 et 7 années.

### 2.3. La programmation pluriannuelle des investissements

Sur la période 2021 - 2026, la programmation pluriannuelle d'investissement prévoit de nouveaux équipements tout en maintenant des efforts de rénovation sur le patrimoine de la Ville.

#### *• Construction du groupe scolaire Odette Cartailhac*

© DR

La construction du groupe scolaire Odette Cartailhac s'achèvera en 2025. Ce projet vise à répondre à l'évolution des effectifs scolaires au Sud de la commune. L'équipement comptera quinze classes, des locaux annexes (salles spécialisées, restaurant scolaire), espaces périscolaires ainsi que des cours extérieures.

**Le coût de l'opération est évalué à 16 millions d'euros TTC.**

#### *• Maison du projet et de la création*

La maison du projet et de la création sera construite dans le futur parc de la ZAC du Mas du Taureau en proximité du parvis de l'Atelier à venir. La visée de ce lieu est mixte. La maison du projet aura des espaces dédiés à la définition et la mise en œuvre du projet urbain mais également à la création d'activité. Elle servira de lieu d'accueil et d'information des habitants et des acteurs locaux et regroupera ainsi tous les acteurs du projet. Le projet est validé et les travaux débuteront en fin d'année pour une mise en service début 2026.

**Le budget prévisionnel de l'opération est de 3 millions d'euros TTC.**

#### *• Construction de l'équipement mutualisé Ville - Campus*

© DR

La Ville de Vaulx-en-Velin en lien avec les écoles et le Campus a construit un projet d'équipement mutualisé afin de créer des liens autour de la formation entre les étudiants et le public vaudais. L'équipement réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la ville sera destiné tant à ses activités propres (direction de la jeunesse et de la vie étudiante, salle de formation pour les agents municipaux...) qu'à celles des deux écoles du campus, et notamment l'école d'architecture, ainsi qu'au Campus des Métiers et des qualifications. Le projet est validé et les travaux débuteront en fin d'année pour une mise en service en 2026. **Le budget prévisionnel global de l'opération est de 11,6 millions d'euros TTC.**

#### *• Restructuration des groupes scolaires du Mas (Gagarine-Chat Perché et Vilar - Viénot)*

Dans le cadre du renouvellement urbain du Mas du Taureau, la Ville prévoit la restructuration des groupes scolaires Gagarine-Chat perché et Vilar - Viénot sur une partie de leur site actuel. Il a été convenu de réaliser la programmation sur les deux équipements, et ensuite de phaser les concours d'architecte en lançant d'abord celui pour l'école Gagarine-Chat perché, afin d'engager les études de maîtrise d'œuvre au second semestre 2025. Un équipement sportif sera intégré à l'opération.

**Le budget prévisionnel de l'opération est de 18 millions d'euros TTC pour chaque groupe scolaire, et de 7,2 millions d'euros TTC pour l'équipement sportif.**

### • *Reconstruction de la crèche La Ribambelle*

Dans le cadre du renouvellement urbain du Mas du Taureau, la crèche actuelle doit être déconstruite et réinstallée dans un des premiers immeubles de la ZAC du Mas du Taureau. La commune aménagera les locaux qui lui seront livrés bruts par le promoteur. Les études de programmation de l'équipement seront engagées au cours du second semestre 2025.

**Le budget prévisionnel de l'opération est de 1,8 millions d'euros TTC.**

### • *Restructuration du centre social Georges Levy*

© Thierry Chassepoux

Dans le cadre du renouvellement urbain de la Grappinière, il est prévu de désenclaver et de restructurer le centre social. Les études de programmation seront engagées cette année.

**Le budget prévisionnel de l'opération est de 1,1 millions d'euros TTC.**

### • *Investissements courants*

Le budget primitif 2025 devrait intégrer une enveloppe de **3 millions d'euros TTC** dédiée à la rénovation des équipements, pour poursuivre les efforts de rattrapage des retards d'entretien.

### • *Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)*

Des crédits pour 400 000 M€ seront consacrés à la finalisation de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) en 2025.

### • *Façade Hôtel de Ville et aménagement du 1er étage*

© Laurent Cérino

Les travaux du côté Ouest appelé « Galette » de Hôtel de Ville permettront de réaliser une économie d'énergie suivant l'audit énergétique du SIGERLY ainsi que de recentraliser les services municipaux actuellement situés dans des sites diffus et extrêmement énergivores. L'accueil du public s'en trouvera largement amélioré avec une qualité d'accueil optimale.

Ces travaux permettront de donner un aspect fini et agréable à l'Hôtel de Ville et de faire la jonction avec les façades déjà réalisées lors la phase 1 (travaux rdc).

**Le budget prévisionnel de l'opération est de 1,3 millions d'euros TTC.**

### • *Salle Victor Jara*

Dans le cadre des travaux de la ligne de tramway T9, il est nécessaire de procéder à la déconstruction de l'extension de l'immeuble « Frachon » qui accueille actuellement des salles associatives, familiales et de réunions. Cette déconstruction est entièrement financée par le SYTRAL.

Cependant, il est nécessaire de proposer un autre lieu pour les familles et les associations. Les travaux d'aménagement de la salle Victor Jara et la construction d'une extension ont pour objet de répondre à ce besoin, tout en maintenant un usage culturel et de spectacle à l'espace. Une participation du Sytral à la reconstruction est prévue.

**Le budget prévisionnel de l'opération est de 1,2 millions d'euros TTC.**

### 2.4. Equilibre du budget 2025

Le cadrage du budget primitif 2025 a été guidé par la nécessité de **générer une épargne brute d'un niveau suffisant pour financer un plan d'équipement ambitieux,** d'un montant moyen de 20 M€ par an sur le mandat, **tout en préservant la santé financière de la Ville,** et ce, **sans augmentation des taux de fiscalité directe locale,** conformément aux engagements pris.

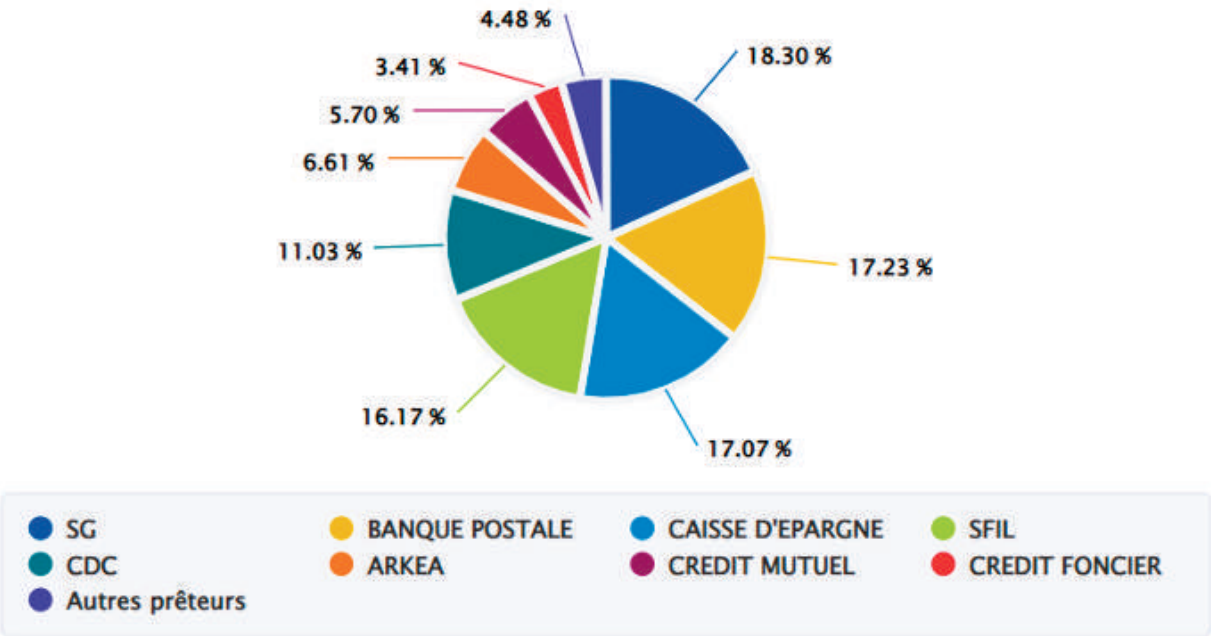
L'objectif fixé pour maintenir la santé financière de la collectivité est de préserver une épargne nette annuelle minimale de l'ordre de 500 000 € par an sur le mandat, et permettant de conserver une capacité de désendettement inférieure à 10 ans en fin de mandat.

© Laurent Cérino

## 3. Évolution de la dette de la Ville

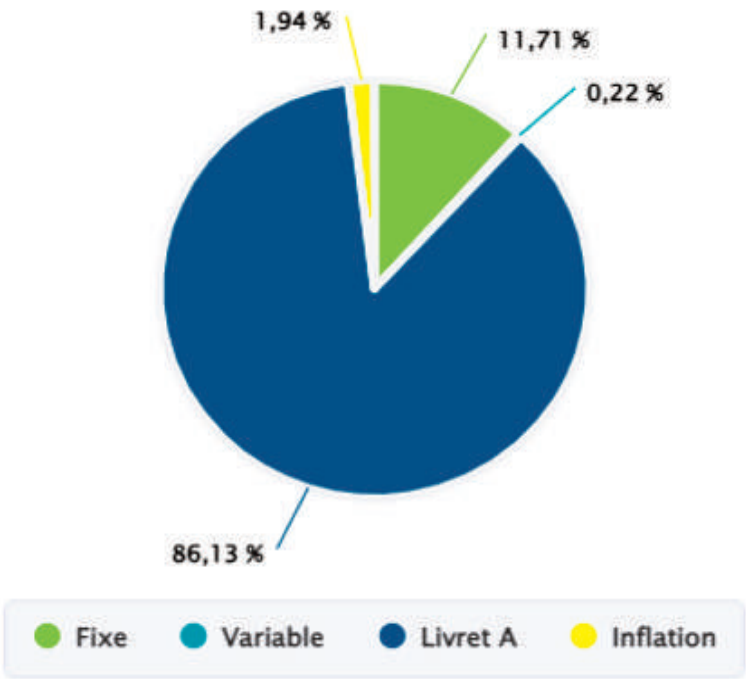
La dette de la Ville était composée, au 31 décembre 2024, de 56 emprunts pour un capital restant dû de 61 575 408 €.
La ville de Vaulx-en-Velin a mobilisé ces différents emprunts auprès d'un panel d'établissements diversifié, ce qui lui permet d'optimiser les conditions financières de ses financements.

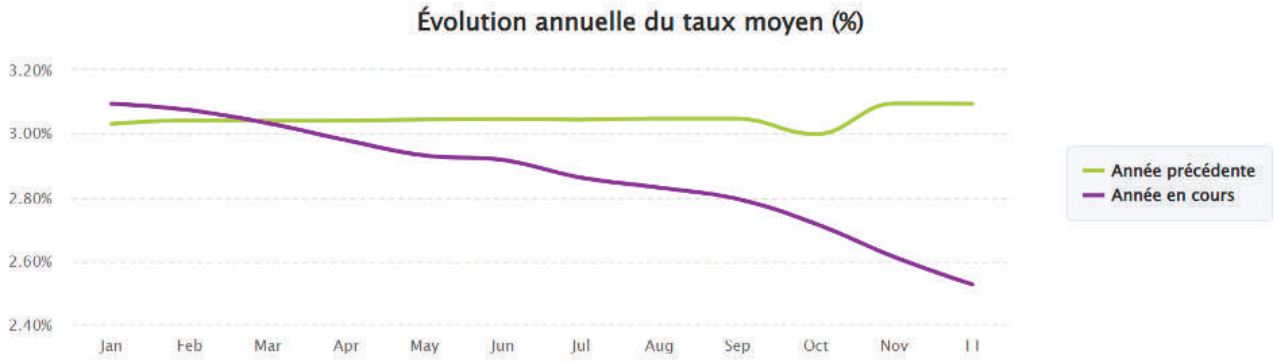
***• Répartition par prêteur***



### • *Dette par type de risque*

La part d'emprunts à taux fixe est prépondérante, les emprunts sur livret A correspondent à l'encours mobilisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Le taux moyen de la dette a diminué de manière constante sur 2024 (il est passé de 3,09 % en janvier 2024 à 2,17% en janvier 2025.



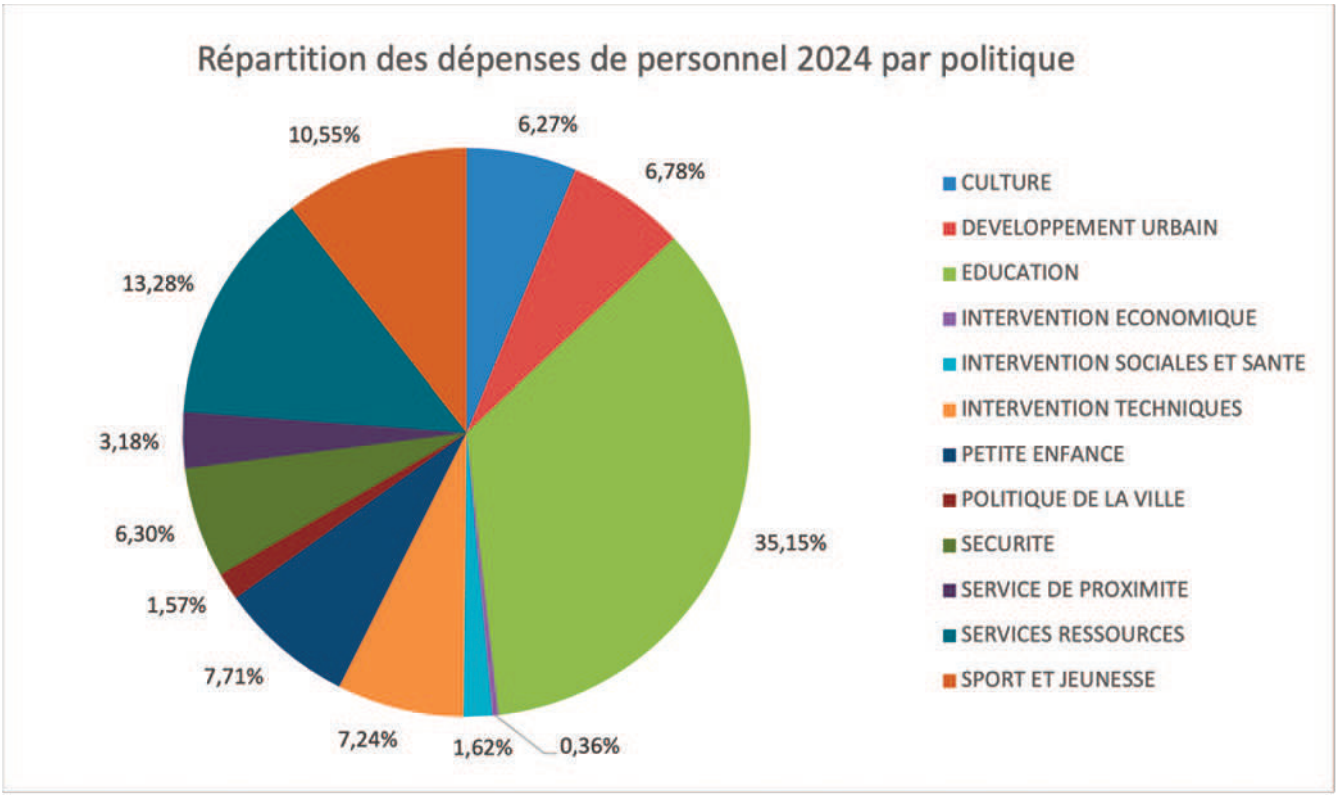

Pour rappel, le ratio de désendettement est le suivant en 2023 :

| k€ | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Encours corrigé au 31.12 | 66 317 | 70 173 | 71 740 | 70 803 | 74 091 | 74 943 | 69 956 |
| / Epargne brute | 6 135 | 7 475 | 8 489 | 6 000 | 9 924 | 11 028 | 12 105 |
| = Délai de désendettement en année | 10,8 | 9,4 | 8,5 | 11,8 | 7,5 | 6,8 | 5,8 |

## 4. Les données du personnel

### 4.1. Exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail

Avec des crédits consommés à plus de 53,5 millions d'euros en atterrissage 2024, la masse salariale est le premier poste de dépenses de la ville. La répartition de ces dépenses par secteurs de politiques publiques est la suivante :




#### *a) Evolution des dépenses et des effectifs*

L'évolution prévisionnelle de la masse salariale du budget de la ville peut être synthétisée de la façon suivante :

| Principaux postes de dépense | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024* |
|---|---|---|---|
| Eléments de rémunération du personnel municipal | 34 447 560 | 35 490 539 | 36 582 824 |
| Cotisations sociales | 13 219 058 | 13 565 246 | 14 019 207 |
| Prestations extérieures spécifiques (Solidarité service notamment) | 795 924 | 516 000 | 681 904 |
| Versement de transport | 546 725 | 538 715 | 600 913 |
| Médecine du travail | 16 566 | 116 050 | 117 414 |
| **Total Chapitre 012** | **50 377 720** | **51 285 189** | **53 534 713** |

**En attente consolidation du CA 2024*

Depuis 2018, un travail continu est effectué sur la cartographie des postes et la maîtrise de la masse salariale. L'ensemble des demandes de recrutements et de remplacements font l'objet d'un examen approfondi. Il convient de souligner que, depuis l'exercice 2022, les dépenses de masse salariale ont augmenté de 6,24%. Cette hausse provient de plusieurs facteurs :
- le Glissement Vieillesse Technicité ;
- les décisions règlementaires nationales de revalorisations du SMIC, de la GIPA en 2022 et 2023, du point d'indice et des revalorisations des grilles indiciaires ;
- les décisions locales de revalorisation des rémunérations, des avantages en nature et prestations sociales.

Concernant l'année 2024, des changements locaux (revalorisation du régime indemnitaire, la prise en charge de la convention de médecine de prévention au chapitre 012, hausse de la valeur faciale des tickets restaurant, hausse de la participation de l'employeur à la mutuelle et la prévoyance) ont impacté fortement la masse salariale concourant à une progression de 4,35 % en réalisé entre 2023 et 2024.

### *b) Evolution globale*

La Ville de Vaulx-en-Velin compte 1 155 emplois permanents ouverts au tableau des emplois et effectifs dont 1 132 à temps complet (soit 98,01% des emplois) et 23 à temps non complet.

| Temps de travail | Emplois en 2024 | |
|---|---|---|
| | Postes | Répartition en % |
| **Total** | **1 155** | |
| Dont TC | 1 132 | 98,01% |
| Dont TNC | 23 | 1,99% |

Les emplois à temps non complet sont des postes couvrant les missions très spécialisées pour lesquelles le besoin ne va pas jusqu'à couvrir un temps complet. Ils concernent principalement l'école des arts de la ville de Vaulx-en-Velin (cours de trompette, hautbois…).

1023 emplois sont pourvus, soit 91,75% des emplois permanents ouverts. Le taux d'occupation des emplois permanents reste stable depuis 2022 (92,10% en 2022, 93,1% en 2023).

Il faut relever le fait que la ville emploie 116 travailleurs reconnus comme en situation de handicap sur emplois permanents. Cette augmentation de +31,63% depuis 2022 est liée au travail de recensement mené par les référents handicaps de la Ville. Cela permet d'afficher un taux d'emploi direct des bénéficiaires de l'obligation d´emploi de 9,30%, largement supérieur à l'obligation légale de 6%.

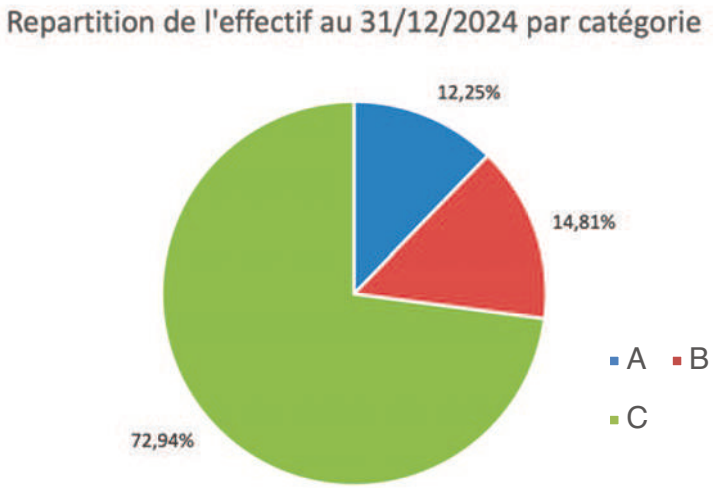
© Laurent Cérino

### *c) Répartition par catégorie*

Le dernier rapport « Fonction publique-chiffres clés 2024 » publié par le ministère de la transformation et de la fonction publique, fait état de la répartition entre catégories hiérarchiques dans la fonction publique territoriale suivante : 72% de catégorie C, 15% de catégorie B et 12 % de catégorie A. La répartition par catégorie hiérarchique au sein de la collectivité suit cette tendance.

Au sein de la ville de Vaulx-en-Velin, on constate qu'entre 2022 et 2024 la part des agents relevant de catégorie A, B et C est restée relativement stable. Nous notons une augmentation de +14,18% de l'effectif des agents relevant de la catégorie A, soit plus 19 agents en 3 ans. Ces évolutions trouvent à s'expliquer par le cumul de :

- la mise en œuvre d'une politique de développement des parcours professionnels et d'accompagnement des compétences. Les listes d'aptitudes entre 2022 et 2024 présentent au total 13 promotions internes vers la catégorie supérieure. L'enjeu pour la collectivité est de détecter et de faire évoluer ses talents en interne pour les fidéliser et garantir un niveau de service public élevé pour ses usagers.
- l'évolution des besoins et des qualifications requises pour évoluer sur certains métiers de la fonction publique, qui a pour effet le recalibrage des emplois vers les catégories supérieures.




Pour la période de 2022 à 2024, on notera que l'effectif total au 31 décembre reste stable avec une progression de +1,29%, soit 16 agents supplémentaires affectés sur des emplois permanents ou non permanents.

© Laurent Cérino

| Par catégorie | 2022 | 2023 | 2024 | | Evolution des effectifs 2022-2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Pourcentage | Pourcentage | Nombre | Pourcentage | |
| Catégorie A | 10,73% | 11,61% | 153 | 12,25% | 14,18% |
| Catégorie B | 14,65% | 14,65% | 185 | 14,81% | 1,09% |
| Catégorie C | 73,26% | 72,46% | 911 | 72,94% | -0,44% |

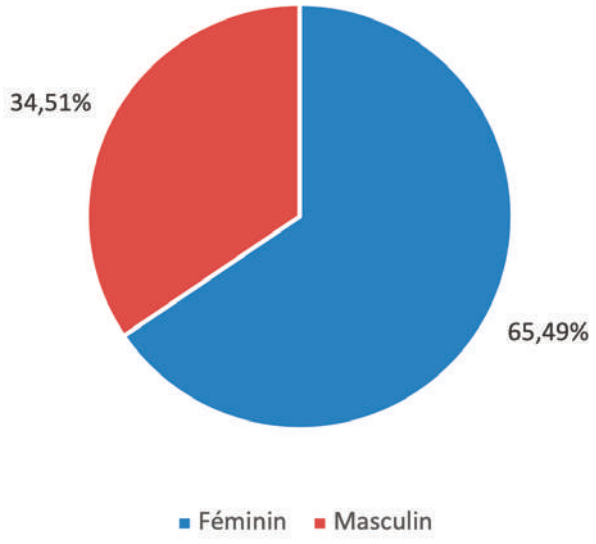
### *d) Répartition par filière*

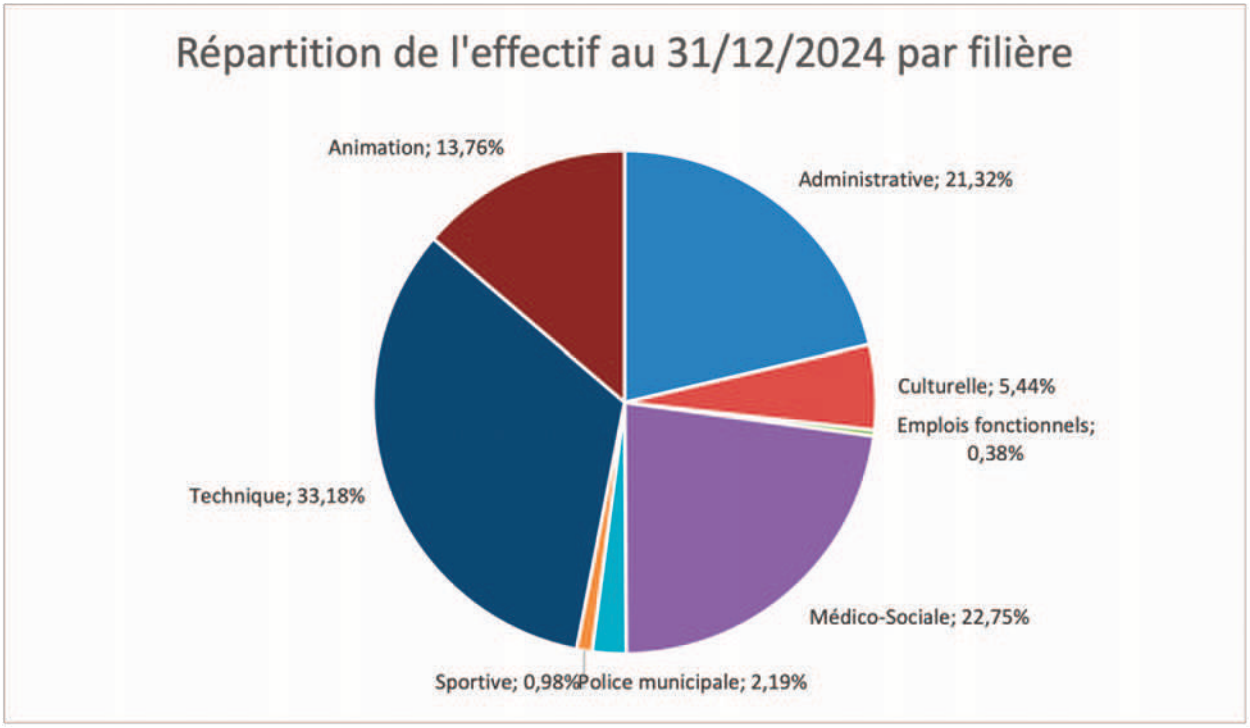
La filière technique reste majoritaire parmi l'effectif de la ville de Vaulx- en-Velin, avec un tiers des agents relevant de cette filière. Cette prédominance de la filière technique s'explique de par les compétences exercées au niveau communal qui relèvent pour les principales des domaines suivants : urbanisme, logement, environnement, gestion des écoles préélémentaires et élémentaires, et l'entretien de nos bâtiments.

La filière administrative représente pour sa part 21,32 % des effectifs de la collectivité. Depuis 2022, on constate l'augmentation de la part de certaines filières : +1,19 points pour la filière administrative, +3,45 points pour la filière médico-sociale et +0.,25 point pour la filière sportive. D'autres filières sont davantage concernées par des métiers en tensions sur le marché de l'emploi, ce qui induit des difficultés de recrutement.

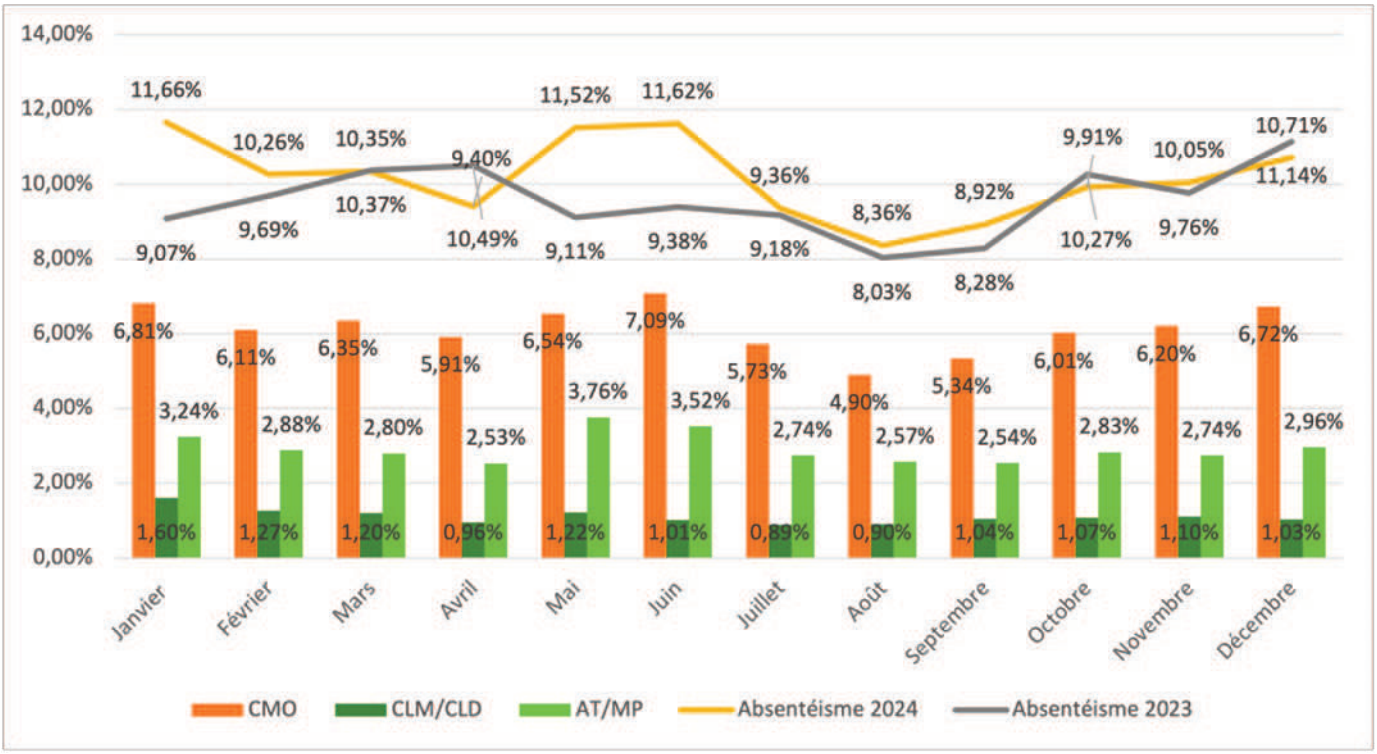
### *e) Répartition par sexe*

La répartition hommes/femmes de l'effectifs reste stable depuis plusieurs années.



### *f) Evolution des absences*




*Taux d'absentéisme pour maladie de la Ville en 2024*

Concernant l'année 2024, on constate une hausse du taux d'absence de +0,62% par rapport à 2023. On constate que cette hausse est liée à l'augmentation du nombre de jours d'absence pour maladie ordinaire (CMO) et du nombre de jours d'absence au titre d'un accident du travail/Maladie professionnelle (AT/MP). A contrario les congés au titre d'affections longues et plus graves (CLM/CLD) ont diminué de -0,27%.

En comparaison à la moyenne nationale, nous pouvons noter un absentéisme pour accident du travail/Maladie professionnelle (AT/MP) plus important. Ces données appellent une action fine de la collectivité, en vue de limiter l'absentéisme par une prévention des risques et une action ciblée envers les personnels les plus concernés. A titre d'exemple, on pourra citer la poursuite du travail de mise à jour du document unique d'évaluation des risques, dont la vocation est de recenser les risques professionnels afin de mettre en œuvre des actions de prévention pour limiter les risques d'accidents et d'usure professionnelle.

| Taux d'absentéisme pour raison de santé | | | | Taux Ville 2023 | Evolution 2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| Motifs | Moyenne FPT* | 2024 | Evolution | | |
| CMO | 5,50% | 6,14% | 0,64% | 5,46% | +0,68% |
| CLM/CLD | 2,70% | 1,11% | -1,59% | 1,38% | -0,27% |
| AT/MP | 1,50% | 2,93% | 1,43% | 2,71% | +0,21% |
| **Total** | **9,70%** | **10,17%** | **0,47%** | **9,55%** | **+0,62%** |

(*source : Enquête RELYENS/SOFAXIS - 2022)

### *g) Avantages en nature*

**• Logements de fonction**

Actuellement, la collectivité attribue 27 logements par nécessité absolue de service, pour les gardiens des équipements municipaux.

**• Véhicules de fonction et de service**

© Laurent Cérino

Seule la directrice générale des services bénéficie d'un véhicule de fonction, conformément au statut. Un cadre de la direction de la prévention et de la sécurité (DPSSU), dont la disponibilité peut être requise immédiatement, dispose d'un véhicule de service avec remisage à domicile. Pour le reste, il a été mis fin à l'attribution de véhicules aux agents en dehors du temps de travail et hors situation d'astreinte (véhicules de fonctions, véhicules avec remisage à domicile).

**• Participation à la mutuelle santé et prévoyance**

Depuis 2020, dans le cadre d'un contrat groupe et afin d'inciter un maximum d'agents à se couvrir sur le risque prévoyance, la collectivité attribue une aide aux agents y souscrivant. Au 1er mars 2024, cette participation est passée de 10€ à 13€ par mois. En 2024, 753 agents ont bénéficié du contrat collectif pour un coût de 104 545€.

Concernant la couverture santé, la ville participe à hauteur de 18,50 € par mois en faveur des agents ayant souscrit un contrat de mutuelle labellisé. En 2024, 414 agents ont bénéficié de cette participation pour un coût global de 88 707,50 €.

**• Chèques déjeuner**

Ils sont attribués à tous les personnels y compris, depuis le 1er juillet 2019, aux agents recrutés pour un accroissement d'activité et remplissant les conditions du règlement d'attribution des titres restaurant.

De plus, le 1er avril 2024, leur valeur faciale est passée de 7 à 8,5 euros. Les 1,5 € supplémentaires par titre ont été pris en charge par la ville à hauteur de 1,10€. Depuis 2019, la part employeur est passée de 50% à 60%. L'attribution du chèque déjeuner est conditionnée à la présence de l'agent à hauteur de 3h30 par jour.

Cette mesure représente le coût suivant pour la collectivité :

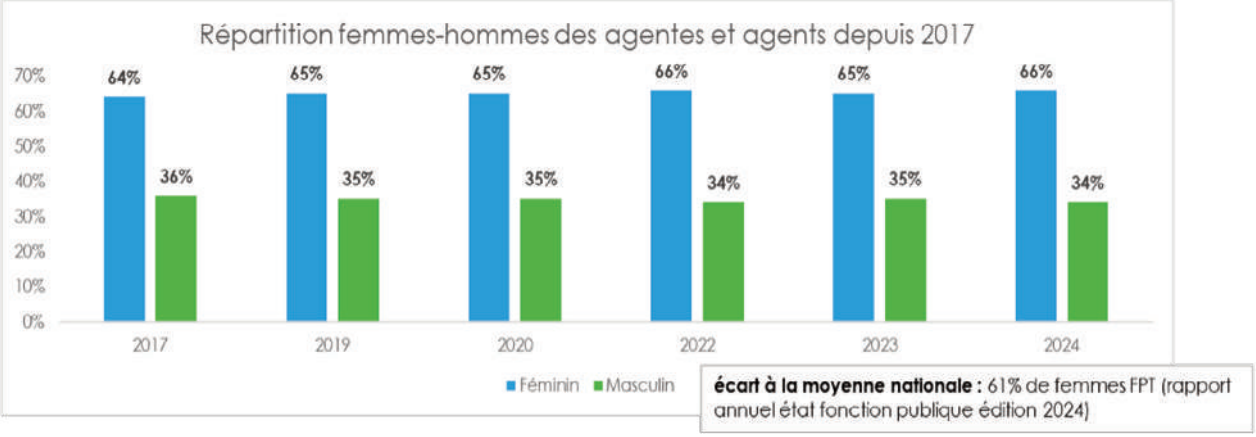
| Année | Dépenses (en euros TTC) | Coût net pour la ville |
|---|---|---|
| 2022 | 1 257 984 € | 718 848 € |
| 2023 | 1 245 818 € | 711 896 € |
| 2024 | 1 462 936 € | 819 773 € |

## 4.2. Bilan en termes d'égalité femmes - hommes

### *a) Les chiffres de l'égalité professionnelle*

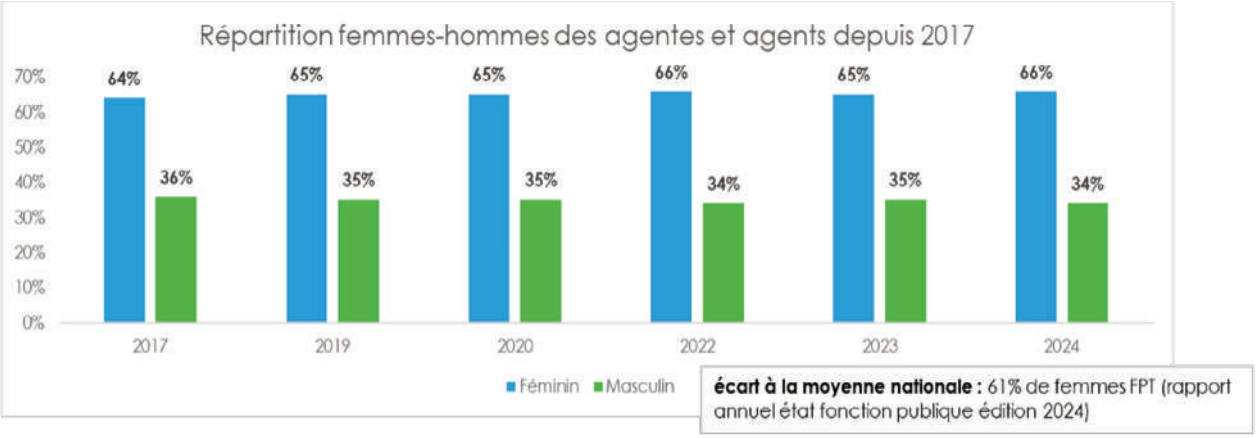
Les dernières données sociales relatives à l'égalité femmes – hommes sont celles de l'exercice 2024.

Le personnel municipal se compose en 2024 de 65,49 % de femmes et de 34,51 % d'hommes. Cette répartition a très faiblement varié depuis 2017. Toutefois, on note une légère tendance à l'augmentation de la part des femmes dans les effectifs de la Ville. A titre indicatif, il y avait 61,3 % de femmes et 38,7 % d'hommes dans la fonction publique territoriale en 2020, à l'échelle nationale (Source INSEE).



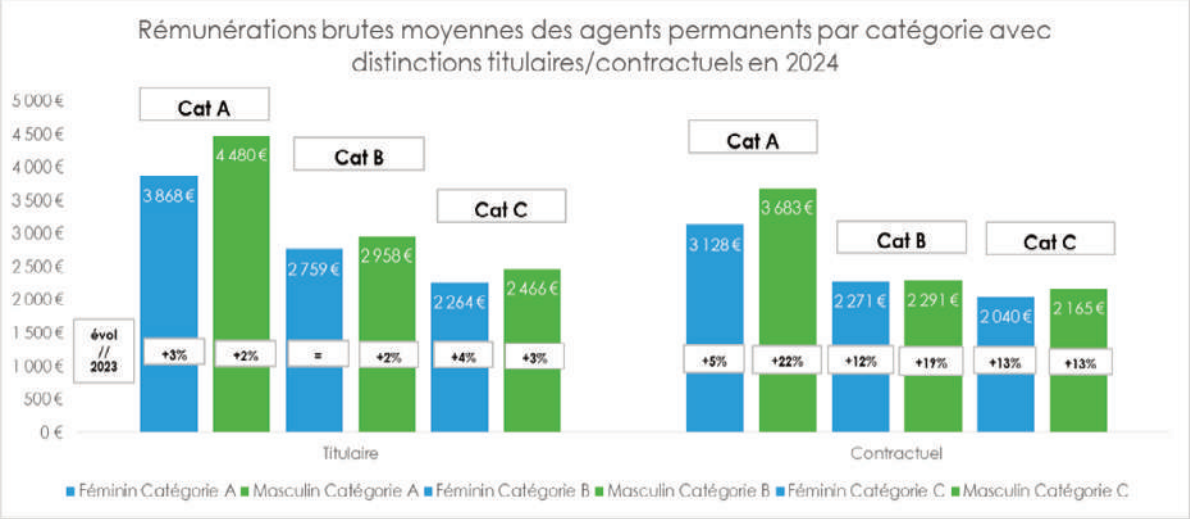

Le travail engagé depuis quelques années par la collectivité permet d'observer, dans certaines filières, des dynamiques positives de mixité dans les effectifs. Ces éléments sont particulièrement prégnants au sein des filières Animation et Culturelle, très majoritairement féminisées au niveau national, avec respectivement 72% et 66% de femmes. Au sein de la Ville, le ratio des agents femmes-hommes dans ces filières est plus équilibré.

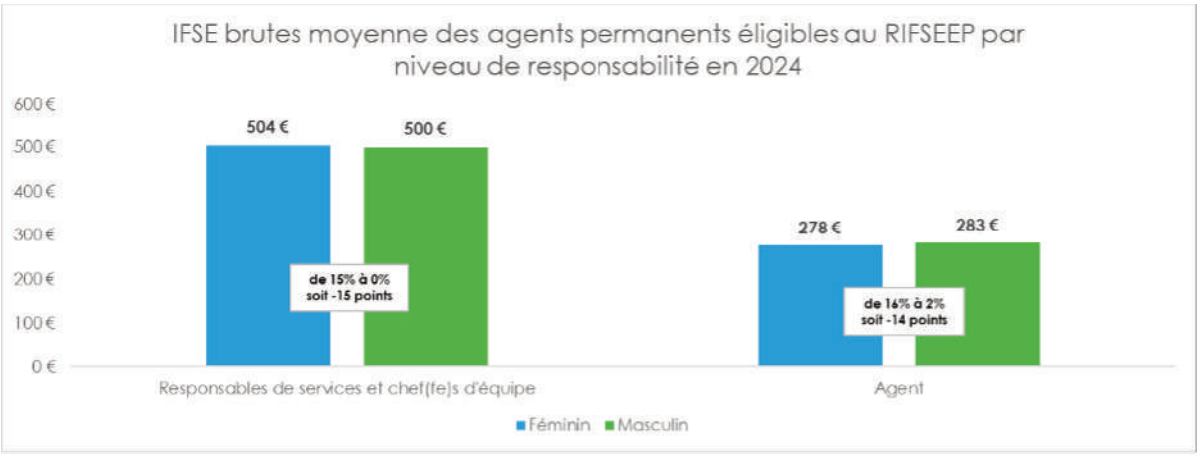
Concernant les autres filières, les répartitions des effectifs sont majoritairement stables, on note toutefois une augmentation modérée de la proportion de femmes au sein de la police municipale et de la proportion d'hommes au sein de la filière Administrative.



### *b) Un bilan positif à tirer du travail important mené par la collectivité sur la réduction des inégalités de rémunération entre les femmes et les hommes*

De manière globale, la rémunération des agentes et agents municipaux a augmenté dans les dernières années, au travers de la revalorisation du point d'indice ainsi que de la mise en place du RIFSEEP au mois de décembre 2024. A l'échelle de la rémunération globale, dont le traitement indiciaire est une part importante, les enjeux d'avancement de carrière sont prégnants, avec une marge de manœuvre limitée de la Ville. Néanmoins, la collectivité mène une action volontariste sur ce point, notamment au travers des avancements de grade et des promotions internes, avec 48 femmes et 28 hommes promus en 2024. Une vigilance particulière doit être portée sur la rémunération des agents contractuels de catégorie A, qui évolue de manière plus importante que celle des agentes contractuelles de catégorie A.




Le chantier majeur évoqué dans le précédent rapport était celui du RIFSEEP. Ce dernier a été mené dans le courant de l'année 2024, avec une mise en œuvre sur la paie de décembre 2024, dont nous pouvons analyser les données.

Dans les objectifs et la méthode du RIFSEEP, la question de l'égalité professionnelle était centrale : un enjeu fixé par la collectivité était celui de rééquilibrer la rémunération entre les filières, dans un sens de réduction des inégalités de genre. Cela s'est traduit par une attention particulière portée sur l'exercice de la cotation des postes. Après le travail collaboratif mené auprès des services, une harmonisation de la répartition des postes dans les groupes de fonctions a été opérée pour nuancer les écarts ayant pu être remontés entre les directions aux effectifs majoritairement masculins et celles aux effectifs majoritairement féminins. Pour ce faire, un échantillonnage a été effectué pour cibler les 10 postes aux effectifs masculins les plus importants et les 10 postes aux effectifs féminins les plus importants et comparer les critères retenus dans la cotation des postes. Un équilibre a été cherché, en respectant les spécificités des postes sélectionnés, pouvant tenir aux niveaux de responsabilité, aux expertises attendues et aux pénibilités à reconnaître.

Les données illustrées indiquent un bilan positif du travail mené, en prenant le regard du niveau de responsabilité : la Ville a cherché à tendre vers l'égalité, sur des fonctions comparables. Concernant les postes des agentes et agents sans encadrement, ainsi que les encadrantes et encadrants hors postes de direction, les écarts de régime indemnitaire ont été quasiment totalement supprimés avec la mise en place du RIFSEEP. Le travail nécessite néanmoins une attention continue. Outre l'architecture du régime indemnitaire, une vigilance importante doit être accordée aux pratiques de recrutement et de mobilité interne, en particulier sur les fonctions associées à des responsabilités et des rémunérations plus élevées, pour veiller à tendre vers l'égalité des rémunérations en continuant à favoriser l'accès à ces fonctions.

### 4.3. La politique de formation des agents

Le plan de formation de la collectivité et les actions inscrites en partenariat avec le CNFPT dans le cadre du contrat d'objectifs territorialisés ont eu pour objectifs de :

- garantir aux agents l'accès aux formations statutaires obligatoires ;
- accompagner les mutations de l'environnement territorial ;
- soutenir la mise en œuvre de projets des services et les agents dans l'exercice de leurs métiers ;
- accompagner les parcours professionnels et favoriser la qualité de vie au travail.

***• Bilan quantitatif 2024***

| Bilan formation CNFPT | | | |
|---|---|---|---|
| | **Nombre de participations** | **Nombre d'agents concernés** | **Nombre de jours suivis** |
| Catégorie A | 140 | 59 | 242 |
| Catégorie B | 163 | 81 | 294 |
| Catégorie C | 655 | 276 | 1021 |
| **Totaux** | 958 | 416 | 1557 |

On peut constater une nette hausse des jours formation (1342 jours comptabilisés en formation CNFPT en 2022). Les chiffres présentés ne tiennent pas compte des formations réalisées avec d'autres organismes que le CNFPT. Les actions de formations assurées par ces organismes extérieurs sont principalement dans le domaine de la sécurité et de la prévention des risques professionnels (formations SIAP, EPI, gestes et postures, habilitation, ...).

© Laurent Cérino

**Dépenses réalisées en ce qui concerne la formation (budget 2024)**

| REPARTITION BUDGET 2024 | Montant dépensé (en €) |
|---|---|
| DOCUMENTATION GENERALE | 391 |
| ACCOMPAGNEMENT COACHING | 20 652 |
| ACCOMPAGNEMENT MOBILITE | 5 916 |
| FORMATION COLLECTIVE | 2 400 |
| FORMATION CPF | 5 351 |
| FORMATION DES APPRENTIS | 32 278 |
| FORMATION INDIVIDUELLE | 7 151 |
| FORMATION PREVENTION ET SECURITE | 17 004 |
| FORMATION SPECIFIQUE ANIMATEUR | 6 511 |
| FORMATION SPECIFIQUE PM | 27 823 |
| PRESTATIONS DE SERVICES YOGA FITNESS | 3 470 |
| Total général | 128 944,58 |

Le plan triennal a poursuivi les précédents objectifs de façon à assurer des conditions de travail de qualité, qui répondent aux besoins de la collectivité dans la conduite des politiques publiques. L'accent est porté notamment sur les formations à la prévention des risques professionnels, sur l'accompagnement des parcours, sur la poursuite des formations management et plus globalement sur l'adaptation des compétences des agents aux mutations de l'environnement territorial.

Le plan de formation vise également à accompagner les réalisations des grands projets du mandat, comme l'accompagnement de l'ouverture de la Médiathèque - Maison de quartier Léonard de Vinci, le développement des effectifs de la Police Municipale, l'activité croissante des services de la Petite enfance et de l'Education.

| | |
|---|---|
| CNFPT au-delà de la cotisation | 27 823 |
| Cotisation CNFPT 2023 | 318 786 |
| Autres organismes | 128 945 |
| Total | 475 554 |

© Laurent Cérino

## 5. Les budgets annexes

© Laurent Cérino

### 5.1. Le Planétarium

Le compte administratif 2023 fait apparaître un résultat cumulé de :
- 1 195 785,82 euros de dépenses ;
- 1 323 378,19 euros de recettes.

Le déficit de 1 949,23 €, a été affecté au budget 2024.

© Thierry Chassepoux

### 5.2. La Maison des fêtes et des familles

Le compte administratif 2023 fait apparaître un résultat cumulé de :
- 117 081,22 euros de dépenses ;
- 138 572,65 euros de recettes.

Ceci donne lieu à un résultat bénéficiaire de 21 491,43 euros, qui a été repris au budget 2024.

© Laurent Cérino

### 5.3. L'Atelier Léonard de Vinci – Médiathèque / Maison de quartier

Enfin, le budget annexe de la régie autonome de la Médiathèque Maison de Quartier a été créé au 1er janvier 2022, pour accompagner l'activité de cette nouvelle structure.

Le compte administratif 2023 fait apparaître un résultat cumulé de :
- 1 655 407,57 euros de dépenses ;
- 1 725 879,92 euros de recettes.

Le résultat bénéficiaire de 82 059,94 €, a été affecté au budget 2024.

MÉTROPOLE DE LYON

Hôtel de Ville - Place de la Nation
CS 40002 - 69518 Vaulx-en-Velin Cedex
Tél : 04 72 04 80 80
www.vaulx-en-velin.net